

### PGC

## Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé Niveau 1

#### OPERATION

Mise à 2x 2 VOIES de la RN 141 entre Roumazières et Exideuil  
Roumazières, Exideuil, Suris, la Péruse



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

#### Maître d'ouvrage Responsable d'opération

**DREAL NOUVELLE AQUITAINE**  
SDIT / DIRNP / RDO1 15 Rue Arthur Ranc - CS60539  
86020 POITIERS CEDEX

Le coordonnateur SPS  
Myriam SAMIS

Indice	Date	Coordonnateur	Phase Opération	Observations
00	20/02/2017	TETEAU Michel	PRO	
01	21/04/2017	TETEAU Michel	PRO	
02	26/04/2017	TETEAU Michel	PRO	Modifications du PGC
02	27/04/2017	TETEAU Michel	PRO	Modification du PGC
03	12/06/2017	TETEAU Michel	DCE	
04	15/06/2017	TETEAU Michel	DCE	Terrassement -Assainissement
05	26/06/2017	TETEAU Michel	DCE	Terrassement-Assainissement
06	29/06/2017	TETEAU Michel		
07	21/09/2020	SAMIS Myriam	Chantier	Ajout d'un PRS et Mesures Covid 19
08	23/12/2020	SAMIS Myriam	Chantier	Changement logo Moa

## Diffusion :

<b>Diffusion</b>	<b>DREAL NOUVELLE AQUITAINE</b> <i>Monsieur QUERTAN Laurent</i>	<i>Adjoint responsable d'operation</i> laurent.quertan@developpement-durable.gouv.fr <i>Maitre d'ouvrage Responsable d'opération</i>
	<i>Monsieur STONS Olivier</i>	<i>Maitre d'ouvrage Responsable d'opération</i> olivier.stons@developpement-durable.gouv.fr
	<b>DIR Centre Ouest/SIR DE Limoges</b> <i>Monsieur BERTE Eric</i> <i>Monsieur AUVERT Jean</i> <i>Madame ROUSSELET Nelly</i>	<i>Maitre d'Oeuvre</i> eric.berte@developpement-durable.gouv.fr <i>Maitre d'Oeuvre</i> jean.auvert@developpement-durable.gouv.fr <i>Maitre d'Oeuvre</i> nelly.rousselet@developpement-durable.gouv.fr
	<i>Monsieur BARET Emilien</i>	<i>Maitre d'Oeuvre</i> emilien.baret@developpement-durable.gouv.fr
	<b>GUINTOLI SA</b> <i>Monsieur WOJEIK Wladimir</i>	<i>Lot 06 - Viaduc sur la Charente</i> wwjeik@nge.fr <i>GUINTOLI Terrassements, Lot 07 - PS RN141</i> <i>GUINTOLI, Terrassementset assainissement du secteur ROD0R1</i>
	<i>Monsieur GRANGER Mathieu</i>	<i>Terrassementset assainissement du secteur ROD0R1</i> mgranger@guintoli.fr
	<b>NGE Génie Civil</b> <i>Monsieur LE MIGNOT Quentin</i> <i>Monsieur LAPEYROLERIE Jérôme</i>	<i>Viaduc sur la Charente</i> qlemignot@nge-gc.fr <i>PS RN141, Viaduc sur la Charente</i> jlapeyrolerie@nge-gc.fr
	<i>Monsieur VEDRENNE Damien</i> <i>Monsieur CRAPART Aurélien</i> <i>Madame ROGUET Lola</i>	<i>Viaduc sur la Charente</i> dvedrenne@nge-gc.fr <i>PS RN141</i> acrapart@nge-gc.fr <i>PS RN141</i> lroguet@nge-gc.fr
	<b>SOFAPS</b> <i>Monsieur FOURNIOUX Yvan</i>	<i>Lot 06 - Viaduc sur la Charente</i> yvanfournioux.so.faps@orange.fr <i>SO FAPS</i>
	<b>GAGNE</b> <i>Madame BRU Sophie</i>	<i>Lot 06 - Viaduc sur la Charente</i> sbru@gagne.fr <i>GAGNE</i>
	<b>BOTTE Fondations</b> <i>Monsieur SENAN Guillaume</i>	<i>Lot 06 - Viaduc sur la Charente</i> guillaume.senan@vinci-construction.fr <i>Botte Fondations</i>
	<b>AMSA</b> <i>Madame FABIE Béatrice</i>	<i>Lot 06 - Viaduc sur la Charente</i> beatrice.fabie@amsa-armatures.com <i>AMSA Armatures</i>
	<b>NGE FONDATIONS</b> <i>Monsieur ROBION Nicolas</i> <i>Monsieur ALLARD Damien</i> <i>Madame MENOIRET Solenn</i>	<i>Lot 06 - Viaduc sur la Charente</i> nrobion@ngefondations.fr <i>NGE Fondations</i> <i>Lot 07 - PS RN141 NGE Fondations</i> dallard@ngefondations.fr <i>Lot 07 - PS RN141 NGE Fondations</i> smenoret@ngefondations.fr

## SOMMAIRE

1.	PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT	1 page
2.	PRESENTATION DU PROJET	2 pages
3.	PRESENTATION DES INTERVENANTS	4 pages
4.	PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS	1 page
5.	MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	56 pages

# 1. PRESENTATION GENERALE DU DOCUMENT

## 1.1 Objet du document

Le présent Plan Général de Coordination définit des mesures à mettre en oeuvre en matière de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le document précise pour chaque tâche relative à la prévention des risques en matière de sécurité et de protection de la santé, dans le cadre de la coactivité :

- Le risque éventuel,
- Une mesure de prévention proposée,
- La ou les entreprises en charge de sa réalisation, de son entretien, et celles chargées financièrement de la tâche sont précisées dans :
  - ▶ Les chapitres 4 et suivants
  - ▶ CCTP et/ou PGRE et/ou CCAP s'ils ont été fournis

Le document ne précise pas les mesures de prévention relatives aux risques propres des entreprises, générés par elles-mêmes pour leurs propres salariés, relevant de leurs seules responsabilités.

Il ne présente pas de mesures liées aux risques générés par le chantier sur l'environnement, mesures définies dans les CCTP et/ou PGRE et/ou le CCAP de la maîtrise d'oeuvre et de la maîtrise d'ouvrage.

Ces dispositions s'appliquent à tout intervenant qui aura conclu un contrat de prestation ou de travaux avec les entreprises titulaires du marché, le PGC étant joint à l'appel d'offres. Toutes entreprises qui désignerait un sous traitant ou autre partenaire pendant l'exécution des travaux, a l'obligation de lui transmettre un exemplaire du PGC. En fonction de l'évolution des travaux, le PGC sera remis à jour.

Les dispositions du présent document pourront, dans le cadre de la réalisation des PPSPS des entreprises, être adaptées en fonction des matériels et méthodes des entreprises, ces adaptations devant être des mesures d'une efficacité au moins équivalente, ces adaptations ne pourront toutefois être acceptées qu'après analyse et vérification par le CSPS de leurs cohérences avec l'ensemble des mesures et incidences sur les autres entreprises éventuellement concernées par ces adaptations. Ces adaptations sont soumises à l'agrément du Maître d'Ouvrage sur avis du CSPS.

## 1.2 Etat contractuel à la date de rédaction du PGC

Suivi du marché de coordination en matière de sécurité et protection de la sante par Bureau Alpes Contrôles :

## 2 PRESENTATION DU PROJET

### 2.1 Description succincte

Nom de l'opération : Mise à 2x 2 VOIES de la RN 141 entre Roumazières et Exideuil

Adresse : - Roumazières, Exideuil, Suris, la Péruse

Présentation générale de l'ouvrage faisant objet du présent PGC et des conditions de sa réalisation :

#### Les points particuliers de cette opération sont les suivants (de l'Ouest vers l'Est)

1. Mise en place d'une déviation provisoire de la RN141 et raccordement à la RN 141
2. Franchissement de la voie SNCF (pont rail)
3. Franchissement de l'actuelle RN 141
4. Franchissement d'une zone de carrière d'argile (TERREAL)
5. Franchissement de 3 canalisations de GAZ : DN65 au PT438 et DN600/800 au PT538
6. Franchissement de la Charente.
7. Travail à proximité de la RN actuelle sous circulation au lieu dit Maison Neuve /Chantegrolle
8. Franchissement de la Soulène
9. Raccordement sur l'existant à Exideuil

Les travaux routiers débuteront en Octobre 2017 par les libérations d'emprise (déboisement, clôtures puis diagnostic archéologique). La zone du déblai D0 sera ensuite terrassée pour permettre la construction du pont-rail sous MOA SNCF à partir d'octobre 2018.

Des déplacements de réseaux sont à prévoir : ERDF, Orange, AEP, GRT Gaz.

A noter que la canalisation DN600 intercepté par le projet ne sera pas déviée mais protégée par une dalle d'isolement

### 2.2 Documents de base pour la réalisation du présent PGC, transmis par le Maître d'ouvrage

Autre	Date

### 2.3 Informations administratives sur l'opération

#### 2.3.1 Classement de l'opération

L'opération est classée par le Maître d'ouvrage en catégorie 1.

#### 2.3.2 Déclaration préalable

Elle a été transmise aux organismes de prévention le .

#### 2.3.3 Obligations relatives au classement et au montant de l'opération

Les entreprises, titulaires et sous-traitantes, **y compris les entreprises individuelles et artisanales**, sont soumises à l'obligation de réalisation d'une inspection commune avec le Coordonnateur en matière de Sécurité et Protection de la Santé.

L'opération étant classée en Catégorie 1, les entreprises titulaires et sous-traitantes réalisant des travaux comportant des risques sont soumises à l'obligation de réalisation de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.)

#### 2.3.4 Prévision d'effectifs

L'effectif moyen prévisionnel pour les travaux est de : 25 personnes

L'effectif de pointe prévisionnel est de : 70 personnes

### 2.4 Informations sur le planning de l'opération

#### **2.4.1 Calendrier général des travaux**

Phase actuelle de l'opération pour établissement du présent PGC :



# 3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

## 3.1 Intervenants Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'oeuvre

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Maître d'ouvrage Responsable d'opération	DREAL NOUVELLE AQUITAINE	SDIT / DIRNP / RDO1 15 Rue Arthur Ranc - CS60539 86020 POITIERS CEDEX Tel : 0516080226
	Monsieur STONS Olivier	olivier.stons@developpement-durable.gouv.fr
Adjoint responsable d'operation	DREAL NOUVELLE AQUITAINE	SDIT / DIRNP / RDO1 15 Rue Arthur Ranc - CS60539 86020 POITIERS CEDEX Tel : 0516080226
	Monsieur QUERTAN Laurent	laurent.quertan@developpement-durable.gouv.fr
Maître d'Oeuvre	DIR Centre Ouest/SIR DE Limoges	15 place Jourdan 87032 LIMOGES CEDEX jean.auvert@developpement-durable.gouv.fr
	Monsieur BERTE Eric	Tel : 0676197425 eric.berte@developpement-durable.gouv.fr
	Monsieur AUVERT Jean	Tel : 0631787696 jean.auvert@developpement-durable.gouv.fr
Concessionnaire AEP SAUR/AGUR /MERLIN /HECA	SAUR	
Environnement SEGED ENVIRONNEMENT	SEGED	Tel : 0251780392 agibier@seged-environnement.com
Concessionnaire reseau ELECTRIQUE	ENEDIS	
Concessionnaire reseau AEP	SIAEP Nord Est Charente	Tel : 0545713048
Concessionnaire réseau Télécommunication	ORANGE	Tel : 05 46 57 20 33 stephanie.robard@orange.com
SNCF SNCF INFRA	BELLEAUD	Tel : 06-17-98-62-85 mathias.belleaud@reseau.sncf.fr
SNCF Réseau / Infrapole	Poitou-Charentes / Secteur voie	Tel : 06 03 85 87 18 stanislas.guier@reseau-sncf.fr
C SPS ALPES CONTROLES	SAMIS Myriam	7 avenue du Général de Gaulle 17440 AYTRE Tel : 05 79 66 08 03 msamis@alpes-controles.fr
C SPS ALPES CONTROLES	KOCH	77,Avenue Maryse Bastié 16340 L'Isle-d'Espagnac Tel : 05 45 70 36 88 Fax : 05 45 92 81 08 gkoch@alpes-controles.fr
C SPS ALPES CONTROLES	DOUMERET	77,Avenue Maryse Bastié 16340 L'Isle-d'Espagnac Tel : 0545703688 Fax : 0545928108 ldoumeret@alpes-controles.fr
DIR Centre Ouest District Limoges	DIRCO	87000 LIMOGES Tel : 0555309080 BIESR.SPT.DIR-centre-ouest@developpement-durable.gouv.f
Conseil Départemental 16 Direction des routes	CHARENTE LE DEPARTEMENT	36 Rue de l'Arsenal  16000 ANGOULEME Tel : 0516097570
Géometre Expert SOGEFRA	SOGEFRA	Tel : 0160431344 c.degrandy@sogefra.com
CARRIERE TERREAL	TERREAL	  16260 ROUMAZIERES-LOUBERT Tel : 0545718000 Fax : 05-45-39-63-53

### 3.2 Organismes de prévention

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Inspection du travail	DIRECCT 16	15 rue des freres Lumiere 16012 ANGOULEME Tel : 0545666852 na-ud16.direction@direccte.gouv.fr
OPPBTP	OPPBTP	4, rue Marcel Pagnol  87010 LIMOGES Tel : 0555375129 thierry.faucher@oppbtp.fr
CARSAT	CARSAT16	16 Boulevard de bretagne 16000 ANGOULEME Tel : 0545399673 Fax : 0545399675

### 3.3 Marchés - Lots - Entreprises

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 01 - Clotures agricoles et barrières petite faune	LANGLOIS Yvan	19 Bordas 23220 CHAMPSANGLARD Tel : 0687406423 thierry.langlois06@orange.fr
Lot 02 - Déboisementdébroussaillage	CHALEIX et Fils	6 Route de Nantiat 87140 CHAMBORET Tel : 05.55.53.45.70 Fax : 0555535915 yann.chaleix@wanadoo.fr
	Monsieur CHALEIX Yann	Tel : 0614014982 Fax : 0555535915 yann.chaleix@wanadoo.fr
Lot 03 - Diagnostic archéologique	INRAP Grand Sud Ouest	122 rue de la Bugellerie Zone république 3 86000 POITIERS Tel : 0549001919 Fax : 0549001910 brunie.david@inrap.fr
Lot 03 - Diagnostic archéologique (sites AF1 et AF4)	SAS EVEHA	31 rue Soyoux parc Ester Technopole 87068 LIMOGES Cedex Tel : 09 80 08 32 45 marches@eveha.fr
Lot 03 - Lot 03 - Diagnostic archéologique (sites AF1 et AF4 (Diagnostic archéologique (sites AF1 et	PALEOTIME	75 avenue Jean-Séraphin Achard-Picard 38250 VILLARD DE LANS Tel : 04 76 46 21 64 contact@paleotime.fr
Lot 03 - Lot 03 - Diagnostic archéologique (sites AF1 et AF4 (Diagnostic archéologique (sites AF1 et	ATPLC	
Lot 04 - Terrassementset assainissement du secteur R0D0R1	GUINTOLI SA	160 Avenue de la Roudet 33500 LIBOURNE Tel : 0557551170 Fax : 0557741460
Lot 04 - Terrassementset assainissement du secteur R0D0R1 (Pse de bordures coulées)	AER	6 rue des Petites Industries 44470 CARQUEFOU Tel : 02 28 23 16 14
Lot 05 - Démolition de batiments	SARL GAVANIER	ZA de l'Occitania 87250 Bessines-sur-Gartempe Tel : 0555760780 Fax : 0555761971 gavanier@wanadoo.fr
Lot 06 - Viaduc sur la Charente	NGE Génie Civil	160 avenue de la Roudet 33500 LIBOURNE Tel : 05 57 55 11 70 Fax : 05 57 74 14 60
Lot 06 - Viaduc sur la Charente (SO FAPS)	SOFAPS	33 ter chemin de Couvertaire 33450 ST LOUBES Tel : 05 56 30 24 94 so.faps@orange.fr



Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 06 - Lot 06 - Viaduc sur la Charente (GAGNE)	GAGNE	Rue du Lieutenant Colonel REBEYROTTE ZA TAULHAC 43000 LE PUY EN VELAY Tel : 04 71 03 10 21 Fax : 04-71-03-69-18 deltaprefabrication@gagne-projets.fr
Lot 06 - Viaduc sur la Charente (Comely)	COMELY	6 av Doct Schweitzer 69330 MEYZIEU Tel : 04 78 04 07 49 estevan@comely.fr
Lot 06 - Viaduc sur la Charente (Botte Fondations)	BOTTE Fondations	ZAC du Petit le Roy 5 rue Ernest Flammarion 94550 CHEVILLY LARUE Tel : 01.49.61.48.00 Fax : 01 49 61 48 01 bottefondations@vinci-construction.fr
Lot 06 - Viaduc sur la Charente (AMSA Armatures)	AMSA	Saint-Ferréols Haut 12490 Saint-Rome-de-Tarn Tel : 05.65.62.53.23 Fax : 05.65.62.57.04
Lot 06 - Viaduc sur la Charente (NGE Fondations)	NGE FONDATIONS	9, chemin Monfaucon 33127 Martignas-sur-Jalles Tel : 05 57 97 94 60 bordeaux@ngefondations.fr
Lot 06 - Viaduc sur la Charente (GEOTEC)	GEOTEC	19 rue de la Gravette 33320 EYSINES Tel : 05 56 11 25 40
Lot 06 - Lot 06 - Viaduc sur la Charente (GUINTOLI Terrassements)	GUINTOLI SA	160 Avenue de la Roudet 33500 LIBOURNE Tel : 0557551170 Fax : 0557741460
Lot 06 - Lot 06 - Lot 06 - Viaduc sur la Charente (GUINTOLI Terrassements) (EHTP (pose de réseaux d'	EHTP	13156 Tarascon CEDEX Tel : 0557551170 Fax : 0557741460 libourneso@ehpt.fr
Lot 06 - Lot 06 - Lot 06 - Viaduc sur la Charente (GUINTOLI Terrassements) (SIORAT (enrobé, voirie)	SIORAT	avenue de Laurade 13103 TARASCON Tel : 04 90 91 60 00
Lot 07 - PS RN141	NGE Génie Civil	160 avenue de la Roudet 33500 LIBOURNE Tel : 05 57 55 11 70 Fax : 05 57 74 14 60
Lot 07 - PS RN141 (SLER)	SLER	3 rue Quérigut 31490 LEGUEVIN Tel : 05 82 95 73 40 Fax : 05 82 95 73 43 sler@sler.fr
Lot 07 - PS RN141 (NGE Fondations)	NGE FONDATIONS	9, chemin Monfaucon 33127 Martignas-sur-Jalles Tel : 05 57 97 94 60 bordeaux@ngefondations.fr
Lot 07 - PS RN141 (AEVIA)	AEVIA	Parc d'activités communautaire n°1 190 voir principale 57450 HENRIVILLE Tel : 03 87 84 62 70 cablesmanutention.aevia@eiffage.com
Lot 07 - Lot 07 - PS RN141 (GUINTOLI)	GUINTOLI SA	160 Avenue de la Roudet 33500 LIBOURNE Tel : 0557551170 Fax : 0557741460
Lot 08 - Ouvrage hydraulique N°23 sur la soulène		
Lot 09 - Dalle d'Isolément sur canalisation GRT gaz diamètre 600		
Lot 10/11 - Ouvrage d'art courants et rétablissements		
Lot 12 - Terrassements-Assainissements Chaussée de la section courante		

Désignation	Raison sociale / Responsable	Adresse/Téléphone/Fax/Mail
Lot 12 - Equipements signalisation horizontale, signalisation verticale et dispositifs de retenue		
Lot 14 - Ecrans acoustiques		
Lot 15 - Clotures définitives et aménagements paysagers		
Lot 02 - Déboisementdébroussaillage (Bucheronnage)	SARL FRANCE Bucheronnage	3 place de la Gare 36000 CHATEAUROUX Tel : 0760430036 francebucheronnage@gmail.com
	Monsieur TESSIER Mickael	Tel : 0760430036 francebucheronnage@gmail.com
Lot 02 - Déboisementdébroussaillage (BROYAGE)	SARL TALLET et Fils	Le QUEROY 24270 SARLANDE Tel : 0553526192 contact@talletsarl.fr
	Monsieur TALLET Franck	Tel : 0616361231 contact@talletsarl.fr
Lot 02 - Déboisementdébroussaillage (bucheronnage manuel et débardage)	VERDIER Franck	24580 Rouffignac-Saint-Cernin-de-Reilhac Tel : 0674485701 franck.verdier0771@orange.fr
Lot 02 - Déboisementdébroussaillage (Bucheronnage Manuel)	MONTASTIER Christian	Les Farges 24470 SAINT SAUD LA COUSSIERE Tel : 0553562240
	Monsieur MONTASTIER	Tel : 0668113069
Lot 04 - Terrassementset assainissement du secteur R0D0R1 (Terrassement /assainissement)	EHTP	13156 Tarascon CEDEX Tel : 0557551170 Fax : 0557741460 libourneso@ehpt.fr
Lot 04 - Terrassementset assainissement du secteur R0D0R1 (Terrassement/assainissement)	SIORAT SAS	Lieu dit le Griffolet 19270 USSAC Tel : 0557551170 libourneso@siorat.fr
Lot 04 - Terrassementset assainissement du secteur R0D0R1 (Terrassement/assainissement)	BERENGIER DEPOLLUTION SAS	Lieu dit La Perière 49170 St Germain des Prés Tel : 0241399546 Fax : 0241399710 contact@berengier-depolution.fr
Lot 04 - Terrassementset assainissement du secteur R0D0R1 (FORAGE et TUNNEL)	SMCE Forage et Tunnel	RD 201 68510 SIERENTZ Tel : 0389815363 Fax : 0389816747 accueil@smce-forage.com
Lot 16 - FAUCHAGE Mecanique Manuel	LES JARDINS DE L'ANGOUMOIS	Route de Beauregard 16310 MONTEMBOEUF Tel : 0545658010 jardins.angoumois@wanadoo.fr
	Monsieur REVAULT Dominique	Tel : 0608245618 jardins.angoumois@wanadoo.fr
Lot 04 - Terrassementset assainissement du secteur R0D0R1 (Pose géomembrane)	BHD Environnement	ZI la palue 86220 Ingrandes sur Vienne Tel : 05 49 90 30 60 Fax : 05 49 90 30 64 contact@bhde-bhd.fr
Lot 04 - Terrassementset assainissement du secteur R0D0R1 (Signalisation Routière)	AXIMUM	ZA Jean Monnet 87920 CONDAT SUR VIENNE Tel : 0660077124 legrandc@aximum.fr
Lot 02 - Déboisementdébroussaillage (Déboisement débroussaillage)	STF	38 Av François Chenieux 87000 LIMOGES
Lot 04 - Terrassementset assainissement du secteur R0D0R1 (Engazonnement)	HYDROGREEN	ZA de Penprat 29600 SAINTE SEVE Tel : 0298634242 contact@hydrogreen.fr

## 4. PRINCIPE DE REPARTITION DES SUJETIONS

Les chapitres suivants du présent document décriront les sujétions en matière de mise en oeuvre des dispositions de sécurité, celles-ci seront réparties suivant les modalités ci-après :

### Par intervenant :

Abréviation	Corps d'état	Lot(s) concerné(s)
D	Démolition	
VRD	Voirie et Réseaux Divers	
OPC	Ordonnancement Pilotage et Coordination	
CSPS	Coordonnateur sécurité et protection de la santé	
GC	Génie Civil	
ENR	Enrobé	
MO	Maîtrise d'Ouvrage	
MOE	Maîtrise d'Oeuvre	

EC	Entreprise Concernée par l'activité et les risques décrits
TCE	Tous Corps d'Etats
CES	Corps d'Etats Secondaires
CP	Compte prorata
SO	Sans objet

### Par intervention :

#### Installation :

- Le titulaire réalise les travaux au titre de son marché, en assure les études de mise en oeuvre, les vérifications techniques réglementaires et la levée des réserves éventuelles.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, le(s) décisionnaire(s) demandant cette application sera précisé.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

#### Entretien :

- Les dépenses correspondantes seront attribuées au lot indiqué, comprenant toutes reprises, compléments et apports complémentaires afin d'assurer son objet initial, vérifications techniques complémentaires suivant besoins et la levée des réserves éventuelles.
- En l'absence de durée spécifique, celle-ci sera tacite toute durée de chantier Tous Corps d'Etats.
- Suivant la disposition à mettre en oeuvre, une répartition spécifique entre différents lots, compte prorata, compte interentreprises, ou intervenants pourra être indiquée.

## 5. MESURES DE COORDINATION DE LA SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

<b>5.1</b>	<b>MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)</b>	<b>2</b>
5.1.1	Contraintes d'environnement	2
5.1.1.1	Particularités du site	2
5.1.1.2	Réseaux	4
5.1.1.3	Conditions d'accès au site	4
5.1.1.4	Modifications de l'environnement dues au chantier, pour la réalisation des travaux	5
5.1.1.5	Nature et préparation du terrain	5
5.1.1.6	Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	6
5.1.1.7	Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	6
5.1.1.8	Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	6
5.1.1.9	Prévention liée à la présence d'amiante	6
5.1.1.10	Prévention liée au risque de noyade	7
5.1.2	Organisation générale du chantier	8
5.1.2.1	Installations de chantier : Généralités	8
5.1.2.2	Installations de chantier : Base vie	9
5.1.2.3	Pendant la période soumise aux dispositions Covid 19	10
5.1.2.4	Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	17
5.1.2.5	Installations de chantier : Contrôle d'accès au chantier	18
5.1.2.6	Installations électriques provisoires (NFC 15-100 article 704-4)	18
5.1.2.7	Circulation sur le chantier	19
5.1.2.8	Conditions et délimitations des zones de stockage ou d'entreposage	23
5.1.2.9	Nettoyage et Gestion des déchets	25
5.1.2.10	Conditions de manutentions des matériaux et matériels	26
5.1.2.11	Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	28
5.1.3	Consignes communes à toutes les entreprises	29
5.1.3.1	Protections collectives	29
5.1.3.2	Mesures communes à toutes les entreprises	30
<b>5.2</b>	<b>MESURES DE PREVENTION PAR PHASE</b>	<b>32</b>
5.2.1	Phase Préparation	32
5.2.2	Phase Terrassement – Décapage de chaussée	48
5.2.3	Phase travaux sur un ouvrage d'art (pont, tunnel, barrage...)	50
5.2.4	Phase Bordures – Enrobés - Aménagements	51
<b>5.3</b>	<b>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>52</b>
5.3.1	Règlement de collège interentreprises de sécurité de santé et des conditions de travail (CISSCT)	52
5.3.2	Affichage « En cas d'accident »	55
5.3.5	Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)	56

## 5.1 MESURES GENERALES DE COORDINATION SPS (PRISES EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE ET LE MAITRE D'ŒUVRE)

### 5.1.1 Contraintes d'environnement

[illegible]

## Protection de l'environnement

Pour l'élaboration de son programme d'exécution et durant le déroulement des travaux, l'entrepreneur prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages et les nuisances occasionnées à l'environnement, aux riverains, aux cultures et aux animaux, pour répondre à l'ensemble des dispositions décrites dans le PGRE.

Lors de la phase de préparation de chantier, le titulaire établit un Plan de Respect de l'environnement (PRE)

Le PRE présente essentiellement l'organisation de l'entreprise et les mesures sur lesquelles elle s'engage en terme de protection de l'environnement. (PGRE)

Bâtiments environnants : Présence de maisons d'habitations, de fermes, d'entreprises,...

Voies de circulation : Divers voies de circulation, Nationale, communale, départementale (

Réseaux existants connus par le Coordonnateur SPS au moment de la rédaction du présent document :

Retour des DT /sur la parcelle, en périphérie, etc. Plan de recollement des réseaux existants.

A indiquer sur plan le cas échéant.

Réseaux	Contraintes
Orange	Dévoisement des réseaux aériens le long de la RN 141, MISE en souterrain sous la déviation provisoire de la RN141 Dévoisement des réseaux durant la phase réalisation du giratoire sur la RN 141
ERDF	Dévoisement des réseaux aérien le long de la RN 141, mise en souterrain sous la déviation provisoire de la RN 141 Dévoisement des réseaux durant la phase de réalisation du giratoire sur la RN 141 Dévoisement des réseaux durant la phase de réalisation du giratoire sur la RN 141
AEP	Protection du réseau le long de la RD 369 Protection du réseau le long de la RN 141 Protection du réseau le long des voies communales de Nieuil et VC 11

VOIES	Contraintes D'exploitation routières	Durée
RD 369	L'entreprise devra mettre en place un mode d'exploitation ad-hoc validé par la Maitrise d'Œuvre	Durant la TO1
RN 141	Maintien de la circulation par un alternat ponctuel d'une journée (pas la nuit) pour les raccordements de la déviation provisoire sur la RN 141 Interdiction de tourne à gauche vers ou en venant de la RN 141 pour les véhicules de plus de 3.5.T	Durant l'ensemble des Travaux
VC 11	Maintien de la circulation des usagers Coactive et interférence avec les autres usagers de cette voie, notamment TERREAL, riverais, SNCF, gestionnaires des réseaux	Durant l'ensemble des travaux
Voie interne TERREAL	Maintien de la circulation des engins TERREAL durant le chantier avec priorité de ces derniers Plan de prévention TERREAL La voie d'accès sera commune aux entreprises. L'entreprise devra mettre en place à ces frais un mode d'exploitation ad-hoc validé par le Maître d'Œuvre	Durant la TF et jusqu'à la fin Décembre 2018
Voie SNCF	L'entreprise prendra en compte les contraintes liées à la réalisation des travaux SNCF (en particulier la remise en place des réseaux internes) notamment pour la réalisation du Giratoire sur la RN 141, les terrassements de la fin du « DO Est »	Durant les TO1, TO2 et jusqu'à la fin du chantier

5.1.1.2 Réseaux	Installation	Entretien
Les déclarations de travaux et les coordonnées des concessionnaires sont disponibles sur le guichet unique : <a href="http://www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr">www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr</a>		
<b>Déclaration de projet de travaux (DT)</b> Déclaration de projet de travaux aux concessionnaires : Transmise par le Maître d'ouvrage : <input checked="" type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> <b>Non</b>	MO	MO
<b>Déclarations d'Intention de Commencements de Travaux (DICT)</b> Les différentes Déclarations d'Intentions de Commencements de Travaux seront adressées, en temps opportun aux différents services concessionnaires et services techniques municipaux. Le rappel des consignes de l'encadrement aux intervenants chantier devra être formalisé.	EC	EC
<b>Réseaux connus par le CSPS à la rédaction du présent PGC</b> <u>Réseaux enterrés connus</u> : <input checked="" type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> <b>Non</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage</li> <li>Suivant renseignements recueillis par le Maître d'œuvre</li> </ul> Contraintes dues aux réseaux enterrés sur l'emprise du projet : Risques d'électrocution, explosion ou incendie lors des travaux de terrassement : <ul style="list-style-type: none"> <li>Repérer (baliser, marquer) le parcours des canalisations et l'emplacement des installations de façon très visible à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée.</li> <li>Dévoier les réseaux</li> </ul> <u>Réseaux aériens connus</u> : <input checked="" type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> <b>Non</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Suivant plan de récolement transmis par le Maître d'ouvrage</li> <li>Suivant renseignements recueillis par le maître d'œuvre</li> </ul> Veiller à la présence de réseaux aériens sur la voie (problème d'approvisionnement, de montage de grue, d'échafaudage, etc...)           Contraintes dues aux lignes aériennes électriques sur l'emprise du projet : Risques d'électrocution, mise en œuvre des prescriptions minimum suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>Délimitation de la zone de non accès le long de la ligne en respectant les distances de sécurité, au moyen d'un balisage par grillage orange hauteur 1 mètre.</li> <li>Mise en place de chaque côté de la ligne, de gabarits de passage conservant la distance de sécurité réglementaire en vue de passer sous la ligne.</li> <li>Le cas échéant, attente intervention isolation ou consignation du réseau par le concessionnaire concerné avant de débiter les travaux</li> </ul>	VRD Fouilles archéo	VRD Fouilles archéo

5.1.1.3 Conditions d'accès au site	Installation	Entretien
<b>Horaires d'accès au chantier</b> Dans le cas d'horaires postés, information obligatoire à transmettre au coordonnateur	EC	EC
<b>Voie d'accès au chantier</b> ➤ Création d'une voie d'accès balisée, de calibrage permettant tous accès aux véhicules lourds pour tout approvisionnement	T	T





5.1.1.6 Chantier(s) limitrophe(s) connu(s), ouvert(s) ou prévu(s) à la date de rédaction du présent document	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.7 Etablissements industriels, commerciaux, de proximités	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		

5.1.1.8 Activités d'exploitation sur le site où est implanté le chantier	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non		

5.1.1.9 Prévention liée à la présence d'amiante	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<p>Pour tout ouvrage (y compris la chaussée) impacté par les travaux dont le permis de construire est antérieur au 1er Juillet 1997, un <b>rapport de repérage amiante avant travaux prévu aux articles L4412-2 et R4412-97</b> doit être fourni au CSPS et ses conclusions doivent être intégrées au PGC.</p> <p><b>RAPPORT DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT TRAVAUX TRANSMIS :</b></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Aucun rapport de diagnostic avant travaux reçu à ce jour suite à la demande formulée auprès du maître d'ouvrage sur le registre journal le :</p> <p>Sans objet pour la présente opération (construction neuve ou ouvrages existant concernés dont le permis de construire est postérieur au 1<sup>er</sup> Juillet 1997).</p> <p>Le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti / avant démolition :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A été réalisé le :27/03/2015</li> <li>- Par la société :Qualiconsul Immobilier</li> <li>- Il porte la référence : N°163073</li> </ul> <p>Conclusion du diagnostic amiante :</p> <p>Présence de matériaux contenant de l'amiante : <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Liste des matériaux contenant de l'amiante</p> <p>Voir le rapport de repérage des produits et matériaux contenant de l'amiante joint en annexe.</p>	MO	
<p><b>Qualification des intervenants</b></p> <p>Tous les intervenants susceptibles d'être au contact avec des produits amiantés, tant intervenant de chantier qu'encadrement, doivent être en possession d'une attestation de compétence délivrée suite à une formation dispensée par un organisme certifié.</p>	DESAM	
<p><b>Méthodologie de travaux</b></p> <p>Les travaux, après décision du maître d'ouvrage, seront réalisés en sous-section 4 ou en sous-section 3</p> <p>Eléments à fournir et dispositions à prendre : se référer au chapitre « Mesures par phase ».</p>	MO  DESAM	  DESAM

5.1.1.9 Prévention liée à la présence d'amiante	Installation	Entretien
Dans le cas de la sous-section 3, ces travaux sur des matériaux contenant de l'amiante feront l'objet d'un plan de retrait ou d'encapsulage réalisé par l'entreprise de désamiantage, soumis à l'avis de l'inspection du travail. Cet organisme dispose d'un <b>délai incompressible de 30 jours</b> pour émettre son avis. Durant ce délai de carence, aucune activité sur le chantier ne doit être réalisée.	DESAM	DESAM
<b>Mesures de prévention spécifiques</b> Dans le cas de découverte de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, lors de la réalisation des présents travaux, au cours de démolition d'ouvrages non démontables pour le diagnostic, ces matériaux devront impérativement être laissés en place et signalés au Maître d'ouvrage ou à son représentant, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS. Ceux-ci préciseront la marche à suivre pour le traitement de ces matériaux.	TCE	

5.1.1.10 Prévention liée au risque de noyade	Installation	Entretien
<b>RISQUE DE NOYADE :</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Oui</b> <input type="checkbox"/> <b>Non</b> ➤ Mettre à disposition, pendant toute la durée du chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Gilets de sauvetage pour tous les travailleurs exposés</li> <li>• Un signal d'alarme</li> <li>• Le cas échéant, une barque au moins, conduite par des marinières sachant nager et plonger, est placée en permanence auprès des postes de travail les plus dangereux. Cette barque est équipée de gaffes, de cordages et de bouées de sauvetage. Le nombre de barques de sauvetage est en rapport avec le nombre de travailleurs exposés au risque de noyade</li> <li>• Si des travaux sont réalisés la nuit, des projecteurs orientables sont installés, afin de permettre l'éclairage de la surface de l'eau, et les marinières sont munis de lampes puissantes</li> <li>• Lorsqu'un chantier fixe occupant plus de vingt travailleurs pendant plus de quinze jours est éloigné de tout poste de secours, un appareil de respiration artificielle ou tout autre dispositif ou moyen d'une efficacité au moins équivalente est placé en permanence sur le chantier</li> </ul>	VRD GC	VRD GC

## 5.1.2 Organisation générale du chantier

5.1.2.1 Installations de chantier : Généralités	Installation	Entretien
<b>Panneau de chantier</b>		
➤ Mise en place d'un panneau réglementaire incluant l'ensemble des intervenants du chantier et leurs coordonnées suivant CCTP	VRD	VRD
<b>Plan d'Installation de Chantier</b>		
➤ Le Plan d'Installation de Chantier sera à soumettre pour visa au Maître d'œuvre et avis au Coordonnateur SPS, pendant la phase de préparation du chantier, sur la base du projet précité. Celui-ci doit faire apparaître très clairement les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Installations générales de chantier</li> <li>• Base vie (vestiaires, réfectoires et sanitaires répartis sur toute la surface du chantier),</li> <li>• Parkings des véhicules personnels</li> <li>• Parkings véhicules chantier</li> <li>• Zone containers et bungalows entreprises</li> <li>• Voies de circulation</li> <li>• Position des clôtures de chantier, du portail d'accès</li> <li>• Position de la signalisation de chantier : extérieure, intérieure</li> <li>• Position des engins de levage, pendant toute la durée du chantier :               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Les plateformes de levage</li> <li>○ Zones d'interférences</li> <li>○ Zones d'interdiction de survol</li> </ul> </li> <li>• Emplacement du/des poste/s de préfabrication</li> <li>• Emplacement des aires de stockage :               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Stockage matériel</li> <li>○ Stockage tampon de matériaux</li> </ul> </li> <li>• Zones de bennes pour l'évacuation des gravats et déchets</li> <li>• Position de l'armoire principale de l'installation électrique</li> <li>• Toute indication supplémentaire demandée pendant la phase de préparation, par le MO, le MOE, le CSPS</li> </ul>	VRD / GC Fouilles archéo	VRD / MOE
➤ Diffusé à chaque mise à jour à tous les intervenants, avec affichage dans les bureaux de chantier.	VRD / GC Fouilles archéo	VRD / GC Fouilles archéo
➤ Le plan d'installation de chantier devra être complété par un plan de circulation. Un homme-traffic assurera le respect de ce plan	VRD / GC Fouilles archéo	VRD / GC Fouilles archéo
<b>Registre de sécurité de Chantier</b>		
➤ Le registre pour les engins collectifs de chantier, installations électriques provisoires, appareils de levage, échafaudages, sera ouvert et disponible sur le chantier, incluant les comptes rendus de visites de vérifications, les levées de réserves, les rapports techniques à jour, notice de montage et de calculs des échafaudages et les PV de réception.	VRD / GC	VRD / GC
➤ Le registre des observations sera ouvert et disponible à tous pendant toute la durée du chantier dans les bureaux du chantier.	VRD / GC	VRD / GC
➤ Le registre pour les engins de chantier par lot, appareils de levage, échafaudages, etc., sera ouvert et disponible sur le chantier, incluant les comptes rendus de visites de vérifications, les levées de réserves, les rapports techniques à jour, notice de montage et de calculs des échafaudages et les PV de réception.	EC	EC

5.1.2.2 Installations de chantier : Base vie	Installation	Entretien
<b><u>Locaux communs à toutes les entreprises</u></b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les locaux communs à tous les intervenants autorisés à accéder au chantier (Maîtrise d'ouvrage, Maîtrise d'œuvre, entreprises), ci-dessous désignés doivent obligatoirement être mis en place pendant la période de préparation de chantier. Cette base vie devra impérativement être opérationnelle jusqu'à la fin de chantier.</li> <li>➤ Ces locaux devront être implantés en dehors du périmètre d'influence ou de risques notamment des zones d'activités (hors zone d'évolution des engins de levage, zone de forte circulation de production, zone de forte circulation aux stockages).</li> <li>➤ Coûts de location, mise en œuvre et branchements des cantonnements pour Tous Corps d'Etats et locaux maîtrise d'œuvre, déplacements en cours de chantier par phases générales définies par l'OPC, et enlèvement en fin de chantier.</li> </ul>	VRD / GC  Fouilles archéo	VRD / GC  Fouilles archéo
<p><u>Ces locaux devront comprendre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Cantonnements sanitaires/lavabos pour Tous Corps d'Etats, éclairés, chauffés et aérés, comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 cabinet et 1 urinoir, ou 2 cabinets pour 20 personnes (chantier &gt; 4 mois), <u>OU</u> minimum 1 cabinet chimique pour 10 personnes (chantier &lt; 4 mois),</li> <li>• 1 lavabo pour 10 personnes,</li> <li>• 1 douche pour 8 personnes (travaux salissants, démolition)</li> <li>• 1 point d'eau potable à disposition ou 3 litres au moins par jour et par travailleurs</li> <li>• En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un wc et un lavabo devront être installés en plus de l'installation de base</li> </ul> </li> </ul> <p>En cas de chantier avec zones de travail éloignées, il conviendra de répartir plusieurs cantonnements sanitaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Cantonnements pour vestiaires et réfectoires pour Tous Corps d'Etats : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vestiaires : 1,25m<sup>2</sup> + 1 armoire par salarié</li> <li>• Réfectoire : 1, 50m<sup>2</sup> par salarié + équipements adaptés</li> <li>• En cas d'arrivée de personnel féminin sur le chantier un vestiaire spécifique devra être installé en plus de l'installation de base</li> </ul> </li> <li>➤ Locaux Maîtrise d'œuvre éclairés, chauffés et aérés, conforme au CCTP, cantonnement avec un équipement proposant une surface adaptée au chantier, pouvant accueillir les réunions du CISSCT.</li> <li>➤ Local infirmerie (si effectif supérieur à 200H/jour), éclairé, chauffé et aéré, conforme au CCTP</li> </ul> <p><b>OU locaux</b> dans l'existant respectant les mêmes prescriptions, après accord préalable du maître d'ouvrage et prise en compte des remises en état en fin de chantier.</p>	VRD / GC  Fouilles archéo	VRD / GC  Fouilles archéo
<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ La base-vie devra suivre l'avancement du chantier notamment afin de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire les risques liés au déplacement des salariés</li> <li>• Permettre aux salariés de garder un bon niveau d'hygiène</li> <li>• En cas d'accident, permettre une intervention rapide des SST</li> </ul> </li> <li>➤ Tous les cheminements piétons praticables par tous les temps et sécurisés, à l'ensemble des cantonnements précités devront être prévus.</li> <li>➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée.</li> <li>➤ Emprise de principe proposée : 10m x 10m</li> </ul>	VRD / GC Fouilles archéo  VRD / GC Fouilles archéo  EC  CSPS	VRD / GC Fouilles archéo  VRD / GC Fouilles archéo  EC  

5.1.2.2 Installations de chantier : Base vie	Installation	Entretien
➤ Coûts exploitation (Consommables)	VRD / GC  Fouilles archéo  CP	VRD / GC  Fouilles archéo  CP
<b><u>Locaux privés entreprises</u></b>		
➤ Coûts de location, mise en œuvre et branchements des Locaux Privatifs Entreprises pour chaque corps d'état secondaire TCE, déplacements en cours de chantier par phase générale définie par l'OPC et enlèvement en fin de chantier	EC	EC
➤ Chaque entreprise doit indiquer pendant le mois de préparation de chantier, l'emprise exacte et le nombre de bungalows qu'elle prévoit de mettre en œuvre, pour organiser ses installations futures. Bureau de chantier propre à chaque entreprise, bungalow stockage matériel, etc.	EC	EC

5.1.2.3 Pendant la période soumise aux dispositions Covid 19 :	Installation	Prise en charge
➤ <b>Référent COVID-19</b>		
• Chaque entreprise devra désigner un référent par chantier	Chaque entreprise	Chaque entreprise
1. <u>Impact sur la planification des tâches et sur l'organisation de chantier :</u> • Définition des tâches prioritaires pour interdire les coactivités simultanées ne permettant pas de respecter les distances de sécurité, entre entreprises (y compris sous-traitants), et gérer les coactivités successives	MOE	
• Planifier les travaux d'aménagements de telle sorte que les entreprises ne travaillent que successivement et non en coactivité	MOE	
• Le nombre de travailleurs par entreprise devra être limité	MOE Chaque entreprise	
• Après chaque tâche et avant de quitter sa zone de travail, chaque entreprise devra nettoyer et désinfecter l'ensemble des pièces et objets que les travailleurs auront touché lors de leurs travaux.	Chaque entreprise	Chaque entreprise
2. <u>Interdiction de prêt de matériel</u> Chaque entreprise devra faire en sorte que tous les ouvriers aient le matériel (outillage) nécessaire à leur tâche à disposition (risque propre des entreprises) et qu'ils n'aient pas recours à du matériel d'une autre entreprise (risque lié à la coactivité)		
3. <u>Zone de stockage</u> ➤ Cette zone où le matériel à installer (ou le matériel évacué) sera stocké est à définir, elle devra être balisée et devra être désinfectée et nettoyée comme le reste du chantier		
4. <u>En cas de coactivité successive sur un même poste</u> , si la désinfection n'est pas possible, un temps de latence sera observé Les entreprises pourront aussi avoir recours à l'utilisation de masques et de gants	MOE Chaque entreprise	
5. Le planning de travaux devra être étudié par le maître d'œuvre ou son OPC pour s'assurer de la prise en compte du risque COVID 19	MOE / OPC	

<p><b>Consignes générales à appliquer sur le chantier</b></p> <p>➤</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rappel des consignes que chaque entreprise doit appliquer sous sa propre responsabilité, <u>respecter strictement les gestes barrières, et en particulier :</u></li> <li>- Le respect d'une distance minimale d'un mètre entre les personnes à tout moment</li> <li>- Le lavage approfondi et fréquent des mains à l'eau et au savon, en début de journée, à minima toutes les deux heures, à chaque changement de tâche et en cas de port non permanent des gants</li> <li>- Séchage avec essuie-main en papier à usage unique</li> <li>- Se laver les mains avant de boire, manger</li> <li>- Respecter les consignes émises par les autorités sanitaires</li> <li>- Rappeler aux personnels la nécessité d'éviter de se toucher le visage avec ou sans gants, et sans nettoyage préalable des mains</li> </ul>	TOUS	TOUS
<p>➤ <b>Accès chantier</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrôler l'accès des salariés et autres intervenants en entreprise et sur chantier</li> <li>• Refuser l'accès et faire rester chez soi toute personne présentant des symptômes de maladie, en particulier toux, température, perte d'odorat et/ou du goût</li> <li>• Il est recommandé également de questionner les salariés lors de la prise de poste</li> </ul>	TOUS	TOUS
<p><b><u>Base vie</u></b></p> <p>➤ <u>Dispositions à mettre en place:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Indiquer clairement la localisation des lavabos et afficher l'obligation de lavage des mains en arrivant sur site et apposer l'affiche nettoyage des mains (Affichage fort et visible).</li> </ul>	Groupement	Groupement
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Respecter, en toutes circonstances, une distance d'au moins un mètre entre les personnes, notamment :</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En divisant par deux la capacité nominale d'accueil simultanée pour toutes les installations (hors bureaux) donc il faudra prévoir <b>d'ajouter</b> des bungalows vestiaires et réfectoires</li> </ul> </li> </ul>	Groupement	Compte prorata
<ul style="list-style-type: none"> <li>- En mettant en place des marqueurs pour faire respecter une distance d'au moins un mètre : bande adhésive au sol, barriérage (par exemple avec utilisation des tables et des chaises), organisation des circulations intérieures...</li> </ul>	Groupement	Groupement
<ul style="list-style-type: none"> <li>- En installant, un point d'eau ou un distributeur de gel ou de solution hydro alcoolique à l'extérieur</li> </ul>	Groupement	Groupement
<ul style="list-style-type: none"> <li>- En mettant à disposition des flacons de gel ou de solution hydroalcoolique (si disponibles) dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact (tables).</li> </ul>	Chaque entreprise	Chaque entreprise
<ul style="list-style-type: none"> <li>- En mettant à disposition des lingettes désinfectantes dans les toilettes pour désinfection avant chaque usage.</li> </ul>	Groupement	Compte prorata
<ul style="list-style-type: none"> <li>- En vérifiant plusieurs fois par jour que les distributeurs de savon, d'essuie-mains, de lingettes jetables et/ou de gel ou de solution hydro alcoolique sont approvisionnés</li> </ul>	Chaque entreprise	Chaque entreprise
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer une fréquence quotidienne de nettoyage de toutes les installations communes au moyen de produits désinfectants.</li> </ul>	Groupement	Compte prorata
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Les travaux de nettoyage comprennent sols, meubles, postes de travail dont poste de garde</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les surfaces de contact les plus usuelles (portes, rampes d'escalier, fenêtres et tout autre équipement où l'on peut poser les mains, toilettes, (y compris toilettes mobiles) doivent être nettoyées toutes les deux heures</li> </ul> </li> </ul> <p>➤</p>	Chaque entreprise	Chaque entreprise
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aérer les locaux au moins trois fois par jour pendant 15 minutes</li> </ul>	Chaque entreprise	Chaque entreprise

<ul style="list-style-type: none"> <li>Organiser l'usage des réfectoires par roulement afin de limiter le nombre de personnes à un instant donné, de façon à respecter les distances de sécurité</li> </ul>	Chaque entreprise	Chaque entreprise
<b>Repas</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer une désinfection par nettoyage de toutes les surfaces, dont fours micro-ondes, réfrigérateurs..., entre chaque tour de repas</li> </ul>	Chaque entreprise	Chaque entreprise
<ul style="list-style-type: none"> <li>La gestion des déchets se fera dans des poubelles fermées</li> </ul>	Groupement	Compte prorata
<b>Réunions de chantier</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les réunions de chantier auront lieu de préférence en visioconférence ou à l'extérieur et en tout état de cause en respectant les distances de sécurité</li> </ul>	MOE	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer une désinfection par nettoyage de toutes les surfaces, si la réunion a lieu à l'intérieur</li> </ul>	Groupement	Compte prorata
<b>Port d'un masque de protection respiratoire</b> <p>Le port du masque et des lunettes est obligatoire dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Travail à moins d'un mètre d'une autre personne : masque chirurgical à minima</li> <li>Avant chaque début de tâche, vérifier que les modes opératoires permettent de respecter la distance d'au moins un mètre. En cas d'impossibilité, faire porter des lunettes et des masques de type chirurgical II-R, (possibilité d'utiliser des masques de protection supérieure y compris ceux de type à cartouche ou masque à ventilation assistée).</li> </ul> <p>➤ Les masques chirurgicaux et les cartouches sont à jeter après chaque intervention dans un sac à déchets. Les masques non jetables et les lunettes seront essuyés à la lingette désinfectante à l'intérieur et à l'extérieur.</p> <p>➤ En cas de travaux en extérieur sous intempérie, port d'un écran facial ou d'une visière pour protéger le masque.</p>	Chaque entreprise	Chaque entreprise

## Affichage Covid 19



# CORONAVIRUS,

## SE LAVER LES MAINS POUR SE PROTÉGER DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP

✓ Étape 1



Rincez-vous bien  
les mains

✓ Étape 2



Utilisez  
du savon

✓ Étape 3



Frottez pendant  
30 secondes

✓ Étape 3



Nettoyez la zone  
entre vos doigts

✓ Étape 3



Nettoyez également  
vos ongles

✓ Étape 4



Rincez-vous bien  
les mains

(Conseils à afficher près des points d'eau)



# CORONAVIRUS, LES SALARIÉS À RISQUE ÉLEVÉ



## Informer les salariés que certaines maladies sont associées à un risque important de développer une forme sévère du Covid-19

Les salariés pris en charge en affection longue durée (pris en charge à 100%) et les femmes enceintes dans le dernier trimestre peuvent se connecter directement sur le site [declare.ameli.fr](https://declare.ameli.fr) (<https://declare.ameli.fr>) pour demander à être mis en arrêt maladie pour une durée initiale de 21 jours sans passer par l'employeur ou leur médecin traitant.

La liste ci-après précise les maladies permettant de recourir à cette procédure. L'assurance maladie procédera aux vérifications nécessaires et un arrêt maladie leur sera délivré. Les salariés souffrant d'une pathologie chronique identifiée mais non prise en charge au titre des affections longue durée sont invitées à prendre contact avec leur médecin traitant.

Pour obtenir des informations complémentaires sur ces dispositions, les salariés peuvent contacter leur médecin traitant et/ou du travail qui pourra les conseiller et les aider dans leurs démarches.



## Les personnes dont l'état de santé présente un risque de développer une forme sévère du Covid-19 sont celles souffrant de :

- Maladies respiratoires chroniques (asthme, bronchite chronique)
- Insuffisances respiratoires chroniques
- Mucoviscidose
- Insuffisances cardiaques toutes causes
- Maladies des coronaires
- Antécédents d'accident vasculaire cérébral
- Hypertension artérielle
- Insuffisance rénale chronique dialysée
- Diabète de type 1 insulinodépendant et diabète de type 2

Sont également concernées :

- Les femmes enceintes
- Les personnes avec une immunodépression : pathologies cancéreuses et hématologiques, transplantations d'organe et de cellules souches hématopoïétiques, maladies inflammatoires et/ou auto-immunes recevant un traitement immunosuppresseur, personnes infectées par le VIH
- Les personnes souffrant de maladie hépatique chronique avec cirrhose
- Obésité avec un indice de masse corporelle (IMC) égal ou supérieur à 40.

Ces personnes doivent impérativement rester à leur domicile, en arrêt de travail, si aucune solution de télétravail n'est envisageable.

Attention, « [declare.ameli.fr](https://declare.ameli.fr) » n'est pas un téléservice de déclaration des personnes présentant des symptômes du coronavirus ou infectées par cette maladie.

(source Communiqué de presse Ameli.fr du 17 mars \_ Extension du service aux personnes à risque élevé)

# CORONAVIRUS,

## PORTER EFFICACEMENT SON MASQUE POUR SE PROTÉGER DANS L'ATELIER ET SUR LE CHANTIER DU BTP



### Mettre en place son masque pour une protection efficace

- 1 Se laver les mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydroalcoolique.
- 2 Extraire de l'emballage uniquement le masque qui sera porté.
- 3 S'assurer que la mention imprimée sur le masque figure à l'extérieur. En absence d'indication spécifique, on applique sur le visage le côté le plus rembourré de la barrette.
- 4 Vérifier le sens du masque en plaçant la barrette nasale (si existante) sur le nez.
- 5 Tenir le masque en face du nez et de la bouche et passer les élastiques derrière la tête sans les croiser (pour les modèles « Bec de canard » et « FFP2 par pliage ») ou derrière les oreilles (selon les modèles).



### Ajuster son masque pour une étanchéité efficace

- 6 Pincer la barrette nasale (si existante) avec les deux mains pour l'ajuster au niveau du nez et limiter les fuites.
- 7 Abaisser le bas du masque sous le menton. Le masque doit couvrir à la fois le nez, le menton et la bouche.
- 8 Contrôler l'étanchéité des masques FFP (pour davantage d'efficacité, il est recommandé d'être rasé) :
  - Obturer la surface filtrante avec les mains.
  - Inhaler lentement et vérifier que le masque tend à s'écraser.
  - S'il est possible d'inhaler facilement, le masque fuit.



### Une fois le masque porté, ajusté et étanche

- 9 Ne plus toucher le masque avec les mains. Chaque fois que le masque barrière est touché, le porteur doit se laver les mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydroalcoolique.
- 10 Éviter de baisser ou retirer le masque, notamment pour parler. Veiller à parler en maintenant le masque dans son état après sa vérification (étape n°8).



### Retirer son masque avec précaution

- 11 Respecter la durée du port de masque (voir la notice du fabricant).
- 12 Retirer le masque en saisissant par l'arrière les élastiques du jeu de brides, sans toucher la partie avant du masque et le jeter.
- 13 Se laver les mains à l'eau et au savon ou avec une solution hydroalcoolique après le retrait du masque.

# CORONAVIRUS,

## QUE FAIRE EN PRÉSENCE D'UNE PERSONNE MALADE OU SOUPÇONNÉE DE L'ÊTRE

### En cas de personne présentant des symptômes sur le lieu de travail



- Isoler la personne et contacter le Samu 15.
- L'inviter à respirer à travers un linge ou un mouchoir.
- Lui faire porter un masque du type chirurgical.
- Éviter tout contact étroit, ne pas la déséquiper.
- Lister les personnes qui l'ont côtoyé de façon rapprochée (1 mètre) et prolongée (+ 15 min) depuis l'apparition des symptômes et dans les 24 heures qui précèdent.
- Éloigner les autres personnes présentes.

### 1. La personne qui porte assistance se protège



- Porter des lunettes de protection, des gants jetables, et un masque chirurgical ou FFP2.
- Se laver les mains avec eau-savon ou lotion hydroalcoolique.
- Conserver des lingettes désinfectantes pour nettoyer les surfaces en contact.
- Se doter d'un sac à déchets.

### 2. En attendant la désinfection de la zone et avant de se déséquiper, la personne qui porte assistance s'assure de :



- Signaler et matérialiser chaque surface qui a été souillée.
- Déterminer avec le gestionnaire du site les installations à neutraliser (climatisation, ventilation, escaliers...).
- Condamner à titre de précaution les locaux non techniques (salle de pause, toilettes...).

### 3. La personne qui a porté assistance se déséquipe



- Se munir d'un sac.
- Retirer ses lunettes de protection.
- Retirer le masque.
- Retirer les gants en veillant à ne pas toucher la surface extérieure.
- Mettre le tout dans un sac plastique et le fermer.
- Placer ce sac dans un deuxième sac qu'elle ferme à son tour.
- Abandonner le tout sur place jusqu'à la désinfection.
- Se frictionner les mains avec la solution hydroalcoolique.

5.1.2.4 Installations de chantier : Clôture, signalisation et balisage	Installation	Entretien
<b><u>Clôture de chantier</u></b>		
<p>➤ Mise en place de la clôture définitive :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Type de clôture : Suivant CCTP et/ou CCAP</li> <li>Localisation : Suivant Plan masse</li> </ul> <p><b>OU</b></p> <p>➤ Mise en place d'une clôture provisoire de chantier, avec portails d'accès, y compris toutes plates formes de base vie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Type de clôture : Suivant CCTP et/ou CCAP</li> <li>Localisation : Suivant le Projet de Plan d'Installation de Chantier joint en <b>annexe</b></li> <li>En bordure de voirie et en périphérie du projet</li> </ul>	<p>VRD / GC</p> <p>Fouilles archéo</p>	<p>VRD / GC</p> <p>Fouilles archéo</p>
<b><u>Signalisation et Balisage</u></b>		
<p>➤ A l'extérieur du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Entrée / Sortie de chantier, dans chaque sens de la circulation en signalisation d'approche et de positionnement</li> <li>Fléchage du chantier</li> </ul> <p>➤ Au droit des clôtures :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Panneaux « Chantier interdit au public » : aux accès et en bordure de voirie</li> <li>Panneaux « Sortie de camions » : aux accès du site</li> </ul> <p>➤ Autres éléments de signalisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une signalisation et un balisage pour la mise en sécurité des travailleurs doit être mise en place</li> <li>Marquage au sol provisoire pour passage(s) protégé(s) pour piétons (pour les travailleurs du chantier)</li> </ul> <p>➤ A l'intérieur du site, pour les véhicules :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Accès aux cantonnements depuis l'accès principal</li> <li>Accès « Sortie », sens de circulation et aire de retournement pour les véhicules</li> <li>Accès aux zones de stockage</li> <li>Balisage de toute zone de stockage ou de points singuliers avec risques</li> </ul> <p>➤ A l'intérieur du chantier, pour le personnel du chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place des panneaux de Points de Rencontre des Secours (PRS)</li> </ul>	<p>VRD / GC</p> <p>Fouilles archéo</p> <p>VRD / GC</p> <p>Fouilles archéo</p> <p>VRD / GC</p> <p>Fouilles archéo</p> <p>VRD / GC</p> <p>Fouilles archéo</p> <p>VRD / GC</p> <p>Fouilles archéo</p>	<p>VRD</p> <p>VRD / GC</p> <p>Fouilles archéo</p> <p>VRD / GC</p> <p>Fouilles archéo</p> <p>VRD / GC</p> <p>Fouilles archéo</p> <p>VRD / GC</p> <p>Fouilles archéo</p>



5.1.2.7 Circulation sur le chantier	Installation	Entretien
<b>Circulations horizontales</b>		
<b>Voies de chantier provisoires</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Des voies de chantier praticables seront réalisées, conformément au projet de Plan d'Installation de Chantier avec mise en œuvre d'un tout venant compacté sur les voies provisoires et/ou définitives</li> <li>➤ Les circulations piétonnes/engins seront strictement délimitées <ul style="list-style-type: none"> <li>• Par des séparateurs modulaires de classe A</li> <li>• De façon à limiter au maximum les interactions entre les engins de chantier et les piétons</li> </ul> </li> </ul>	VRD / GC  Fouilles archéo  VRD / GC  Fouilles archéo	VRD / GC  Fouilles archéo  VRD / GC  Fouilles archéo
<b>Circulations à pied</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise en place de passerelle réglementaire disposant de garde-corps et fixée de chaque côté du passage à franchir.</li> <li>➤ Les circulations seront aménagées de manière à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Protéger les ouvriers contre tout risque de chute de plain-pied.</li> <li>• Permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.</li> </ul> </li> </ul>	VRD / GC    VRD / GC	VRD / GC    VRD / GC
<b>Circulations verticales</b>		
<b>Accès provisoire, escaliers ou tours d'échafaudage d'accès</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise en œuvre des escaliers définitifs à l'avancement, sauf en cas d'impossibilité technique justifiée.</li> <li>➤ Mise en place d'escaliers provisoires pour tout accès de niveaux (y compris sous-sol pendant la phase infrastructure).</li> <li>➤ Echelles d'accès ponctuels et réglementaires</li> </ul> <p>Les accès échelles devront être strictement limités aux accès ponctuels et sans manutentions manuelles et devront dans ce cas respecter les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Echelle dépassant le niveau à atteindre de 1.00 m, fixée en tête et en pied</li> <li>• Aménagement d'une plate-forme protégée par garde-corps au niveau à atteindre</li> <li>• Echelle d'accès des personnels uniquement (pas de matériau ou de matériel porté)</li> </ul> <p>Une échelle n'est pas un poste de travail</p>	GC  GC    EC	GC  GC    EC



	<b>MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)</b>	<b>ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE quand – où</b>	<b>ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE</b>	<b>Référence documentaire.</b>
Renversement du personnel.	Mise en place et entretien de voies de chantier avec séparations flux engin/piéton (jusqu'à la fin des travaux). A matérialiser sur plan avant travaux :  - <b>Entre point d'entrée de chantier, base vie, zones de travaux et zones de stockage</b>	Lot terrassement -Assainissement GC	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4533-2 R4224-3
Renversement du personnel.	Réalisation et entretien jusqu'à la réception (y compris balisage) de pistes spécialement réservées à la circulation lors des mouvements importants de camions ou de tous autres véhicules de transport (type noria au équivalent).	Lot terrassement -Assainissement GC	Toutes les entreprises.	R4534-10
Renversement par engin	Délimiter les zones de circulation / d'évolution des engins sur site et sur plan à transmettre au CSPS avant intervention :  - Sens de circulation - Aire de retournement - zone d'évolution des engins en co activité	Lot terrassement -Assainissement GC	Toutes les entreprises.	L4121-2
Fatigue / T.M.S.	Intégration dans les pièces écrites des dispositions préalables à effectuer par les entreprises.	Préciser phase d'utilisation :  - Toute durée de chantier	Toutes les entreprises.	L4121-2 R445
Chute de plain-pied : zones extérieures	A l'avancement des travaux, installation et entretien jusqu'à la réception d'éclairage en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA des circulations extérieures (entre la base-vie et le bâtiment notamment).  L'installation d'éclairage de chantier devra être vérifiée par un technicien compétent avant mise en service et lors de chaque modification. Les rapports de vérification et registres de sécurité seront tenus à disposition sur le chantier.	Lot terrassement -Assainissement GC	Toutes les entreprises.	R4533-2 R4534-9 AFNOR NFX 35-103 R4226-21
Chute de plain-pied.	Nettoyage sur injonction du CSPS, MO ou MOE,  La protection des regards et de toutes les ouvertures seront signalées et protégées par des barrières amovibles de chantier	Lot terrassement -Assainissement GC	Toutes les entreprises.	L4121-2

Renversement du personnel.	Lorsqu'un conducteur de camion exécute une manœuvre, mettre en place un ou plusieurs travailleurs afin de diriger le conducteur et avertir, par la voix ou par des signaux conventionnels, les personnes survenant dans la zone où évolue le véhicule.	Toute entreprise utilisant un camion devant réaliser une manœuvre ou décharger une benne.	Toutes les entreprises.	R4534-11
Engins de chantier	Surcharge interdite des camions  Avertisseurs lumineux et sonores de recul sur véhicules obligatoires.  Les engins opérant sur ou aux abords de la chaussée seront signalés par les feux spéciaux conforme aux prescriptions réglementaire	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	Durée du chantier
Autorisation de conduite	L'employeur doit s'assurer de la compétence de son personnel avant de lui confier la conduite d'un engin, d'une machine, d'une installation ou d'un ensemble automatisé.	Lot terrassement -Assainissement GC	Toutes les entreprises	Durée du chantier
Signalisation Temporaire Voirie urbaine	L'entreprise mettra en place la signalisation temporaire, suivant la documentation technique SETRA routes bidirectionnelles manuel du chef de chantier.	MOE/C SPS Lot terrassement -Assainissement	Toutes les entreprises	Durée du chantier
Maintenance de la signalisation temporaire de voirie et de chantier	Une personne devra tous les jours vérifier la mise en place de la signalisation.  Cette personne assurera de façon permanente (pendant et en dehors des heures de travail) l'entretien de la signalisation et son évolution en fonction du déroulement des travaux.	Lot terrassement -Assainissement	Toutes les entreprises	Durée du chantier
Circulation des engins et véhicules  Conditions de circulations	Consignes applicables pour les engins et véhicules se déplaçant sur le chantier  Respecter les limitations de vitesse imposées : 20 km/h Maximum  Respecter la signalisation sur les voies de circulation existantes  Respecter les interdictions (passage charge limites, stationnement, etc ...)  Respecter les priorités  Respecter les distances minimum de sécurité	Lot terrassement -Assainissement GC	Tous les intervenants	Durée du chantier



	<p>Les voies de circulations des poids lourds, engins seront identiques pour toutes les entreprises.</p> <p>La vitesse recommandée est de 20km/h.</p> <p>Interdiction de tourner à Gauche sortie RN 141.</p> <p>Respecter le code de la route</p> <p>Ne transporter personne en dehors des places prévues à cet effet</p> <p>Circuler godet ou lames baissé</p> <p>Ne pas circuler benne levée</p> <p>Circuler feux de croisement et gyrophare allumés</p> <p>Ne pas circuler en point mort</p> <p>Avant de quitter le chantier, les engins et véhicules devront être nettoyés afin de ne pas souiller les chaussées extérieures au chantier.</p> <p>En cas de salissure de la voie publique, le nettoyage sera demandé.</p> <p>Mettre en place la signalisation aux intersections, sortie de chantier (panneau stop)</p>			
Interférences EMPRISE TERREAL	<p>Respect du plan de prévention Terreal joint au DCE</p> <p>Respect du plan de circulation</p>	Toutes les entreprises	Toutes les intervenants	Durée du chantier
<b>CANALISATION GAZ DN 600</b>	<b>Interdiction absolue de circulation le long de la DN 600 (GAZ) tant que la dalle d'isolement ne sera pas réalisée.</b>	<b>Toutes entreprises</b>	<b>Toutes entreprises</b>	<b>Durée de l'interdiction</b>

5.1.2.8 Conditions et délimitations des zones de stockage ou d'entreposage	Installation	Entretien
➤ Les localisations et les emprises exactes des zones de stockage ou d'entreposage, seront étudiées avec le MOE et le CSPS en phase de préparation, sur proposition de chaque entreprise.	TCE	TCE
➤ Gestion logistique jusqu'à la réception, comprenant notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisation des approvisionnements,</li> <li>• Planification des approvisionnements sur la base d'un tableau récapitulatif des matériaux et des charges.</li> </ul>	OPC	OPC
➤ Mettre en place un suivi hebdomadaire en réunion de chantier (adaptation des moyens, repérage des défaillances...).		
➤ La configuration et l'environnement du site exigent une rationalisation des surfaces pour le chantier, aussi il est impératif de transmettre, pendant la période de préparation du chantier, les besoins de chaque entreprise. Toute demande d'une entreprise après la période de préparation, sera examinée au cas par cas, et pourra être refusée.	TCE	TCE
➤ Après recensement auprès des entreprises, le Plan d'Installation de Chantier devra être complété en phase de préparation.	VRD / GC	VRD / GC
➤ Emprise de principe à inscrire au Plan d'Installation de Chantier : 15m x 10m	VRD / GC	VRD / GC
➤ Les aménagements nécessaires à la réalisation de ces zones/aires et leurs libérations devront être effectués de façon à permettre le stockage ou l'entreposage évitant tout renversement de ceux-ci.	VRD / GC	VRD / GC
➤ Tout stockage ou entreposage, devra être correctement calé ou stabilisé avec des moyens adaptés aux équipements ou matériaux, évitant tout renversement.	EC	EC
➤ Les circulations devront rester libres de tous stockages ou autres.	TCE	TCE

<b>RISQUE</b>	<b>MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)</b>	<b>ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE</b>	<b>ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE</b>	<b>Référence documentaire.</b>
Stabilité des zones de stockage.	Réalisation et entretien pendant toute la phase chantier d'une plateforme de stockage, pouvant accueillir des containers.cf PIC	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises.	L4121-2 R4534-7
Stockage de matériaux en vrac	Le stockage des matériaux en vrac sera réalisé sur un site d'accès rendu carrossable et stable.	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises	Durée du chantier
Sanitaire Explosion Incendie	Identification et mise en place d'une zone de stockage fermée pour les matériaux dangereux. Vérifier la compatibilité des matériaux stockés. Concertation en phase de préparation et identification lors de l'inspection commune.	Entreprise utilisant des produits dangereux.	Toutes les entreprises.	L4121-2

5.1.2.9 Nettoyage et Gestion des déchets	Installation	Entretien
<b><u>Nettoyage de chantier</u></b>		
Le chantier sera nettoyé quotidiennement et au fur et à mesure du déroulement des <u>TRAVAUX</u> .	EC	EC
Chaque entreprise DOIT impérativement débarrasser ses propres déchets de chantier, au fur et à mesure de leurs productions.	EC	EC
Les nettoyages devront être effectués conformément aux principes suivants :		
➤ Les parties communes à toutes les entreprises (circulations, voies de circulations, espaces extérieurs, ...) devront être tenues propres constamment.	VRD / GC -CP	VRD / GC -CP
➤ Nettoyage des zones de travail de chacun	EC	EC
➤ Entretien, nettoyage quotidien cantonnements Tous Corps d'Etats et hebdomadaire locaux Maîtrise d'œuvre	VRD / GC -CP	VRD / GC -CP
➤ Nettoyage sur injonction : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier
➤ Défaillance d'une entreprise : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier	A charge Entreprise défaillante consignée sur le CR chantier
➤ Défaillance d'évacuation des déchets de plusieurs entreprises sans pouvoir affecter celle-ci à un lot précis : travaux ordonnés à une entreprise extérieure ou à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	A charge CP consigné sur le CR chantier	A charge CP consigné sur le CR chantier
➤ Nettoyage des abords et toute zone du chantier : travaux ordonnés à l'entreprise désignée par le MOE et CSPS, et/ou OPC, et/ou MO	VRD / GC -CP	VRD / GC -CP
➤ Nettoyage des véhicules sortants sur les voiries publiques	EC	EC
➤ Mise en place de poste de nettoyage des véhicules sortants	VRD / GC	VRD / GC
<b><u>Conditions de stockage, d'élimination et d'évacuation des déchets</u></b>		
➤ Mise en place de bennes ou de containers avec signalétique suivant le type de déchets.	VRD / GC	VRD / GC
<ul style="list-style-type: none"> <li>Localisation : au plus proche des accès (selon PIC)</li> <li>Gestion des rotations, y compris frais de Centre de Tri et de décharges</li> </ul>	- CP	- CP
➤ Evacuation dans les containers/bennes		

5.1.2.10 Conditions de manutentions des matériaux et matériels	Installation	Entretien
<b>Mise en place d'une grue</b>		
➤ Indication, sur le planning d'exécution, des périodes de disponibilité des moyens mis en commun.	OPC	OPC
La grue sera mise en commun par le lot Génie Civil pour les autres lots (mise en œuvre des ouvrages, levage de charges, évacuation de gravats).	GC	GC
<b>Installation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Proposition, dès la phase de préparation, du matériel envisagé, et d'une convention de mise à disposition et d'utilisation de celui-ci.</li> <li>➤ Indiquer à l'entreprise installatrice, par l'intermédiaire de la maîtrise d'œuvre, pendant la période de préparation du chantier, ses besoins relatifs à l'utilisation de l'engin de levage. Transmettre : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Type de matériaux à lever et conditionnement,</li> <li>- Volume et masse des éléments ;</li> <li>- Volume et masse total par niveau.</li> </ul> </li> </ul>	GC	GC
<b>Utilisation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Conduite de l'engin par du personnel formé et autorisé ou par le grutier du maçon selon la convention de grutage.</li> <li>➤ Elingage, colisage et manœuvre pour ses propres besoin.</li> <li>➤ Si les conditions ne permettent pas au conducteur de suivre visuellement toutes les manœuvres, il doit être assisté d'un chef de manœuvre (à préciser dans le PPSPS de l'entreprise). Un système radio pourra également être mis en place.</li> <li>➤ Planification des approvisionnements en concertation avec l'entreprise installatrice et en tenant compte de la période de mise à disposition de l'engin de levage.</li> </ul>	EC EC EC EC	EC EC EC EC

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Interférence grue fixe avec grue mobile.	Formalisation des consignes de sécurité (zone de levage, etc.) auprès de tous les grutiers concernés, avec mis à disposition d'un dispositif de communication commun avant intervention d'une grue mobile.	Tout lot faisant intervenir une grue mobile.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Stabilité des grues mobiles.	Mise en œuvre d'une <b>liaison radio</b> entre le chef de manœuvre et le grutier.  Transmettre au CSPS et au MOE le <b>registre de contrôle des vérifications périodiques</b> et le document <b>d'examen d'adéquation</b> de la grue mobile avant intervention.  Balisage des zones circulables par la grue à mettre en œuvre avant intervention.  Définir et respecter le mode opératoire et les consignes au voisinage des <b>lignes électriques aériennes</b> .	Tout lot faisant intervenir une grue mobile.	Toutes les entreprises.	INRS ED 6107
Interférence grues mobiles.	Formalisation des consignes de sécurité (zone de levage, etc.) auprès de tous les grutiers concernés, avec mis à disposition d'un dispositif de communication commun avant intervention.  Interdiction de survol des voiries par les grues	Tout lot faisant intervenir une grue mobile.	Toutes les entreprises.	
Fatigue / T.M.S.	Mise en œuvre d'un moyen d'aide à la manutention pour acheminer les matériaux / matériels jusqu'aux moyens de levage	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises.	L4121-2
Fatigue / T.M.S.	Transpalette	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises.	L4121-2
Manutention.	Renseigner le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier, ou <b>DHOL</b> (cf. annexe 6 du présent document) et l'annexer au PPSPS.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	R476

5.1.2.11 Renseignements pratiques concernant les secours et l'évacuation du personnel	<u>Installation</u>	<u>Entretien</u>
<b>Consignes – Services d'urgences</b> ➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie  Fiche d'appel des secours en annexe	VRD / GC  Fouilles archéo  TCE	VRD / GC  Fouilles archéo  TCE
<b>Mesures d'évacuation</b> ➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée.	TCE	TCE
<b>Déclaration d'accident</b> ➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.	TCE	TCE
<b>Orientation des secours</b> ➤ Mise en place de PRS (points de rencontre avec les secours) en concertation avec les Services Départementaux d'Incendie et de Secours (SDIS) concernés. Signalisation physique des points définis. ➤ Un PRS portant le n°1 bis a été ajouté le long de la RN 141 à l'entrée du nouveau giratoire avant la route de Genouillac dans la direction de Limoges	OPC / GC	OPC / GC
<b>Mesures de secours et de communication sur le site</b> ➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours ➤ Chaque entreprise disposera d'un téléphone <b>toujours</b> accessible sur le chantier. ➤ Un local « infirmerie » sera disponible dans les locaux Maîtrise d'œuvre, si effectif journalier du chantier est supérieur à 200 hommes / jour ➤ Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol jusqu'à la fin du chantier + inspection mensuelle + maintenance annuelle) d'extincteurs portatifs dans ou à proximité immédiate des locaux où sont stockés ou utilisés des produits inflammables.	TCE TCE VRD VRD	TCE TCE VRD VRD
<b>Secouriste</b> ➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier (proportion ramenée à 1 sur 10 pour les opérations en tunnel).	TCE	TCE

### 5.1.3 Consignes communes à toutes les entreprises

#### 5.1.3.1 Protections collectives

##### **Note préliminaire :**

Les différentes mesures de protection collective, sont décrites pour celles qui sont à mettre en œuvre obligatoirement, dans le "**Chapitre 5.2 - Mesures de prévention par phase**" et dans l'ensemble des chapitres précédents.

La signalisation est la protection collective par excellence du chantier.

L'entreprise de « VRD » définira les moyens à mettre en œuvre pour protéger les travailleurs exposés à la circulation routière (signalisation, balisage, séparateurs modulaires etc.).

La maintenance et l'entretien de toute cette signalisation, de jour comme de nuit, sera assurée par l'entreprise « VRD » à ses frais sous le contrôle du Maître d'Œuvre **jusqu'à la date d'achèvement** de tous les travaux .

La signalisation comprendra notamment :

- La signalisation d'approche (de danger et de prescription), y compris la signalisation pour l'alternat par feux tricolores ou manuel (le cas échéant),
- La signalisation de position, pour baliser la zone de travaux, canaliser les véhicules et guider les piétons. Le balisage en bord de chaussée devra se faire par des séparateurs modulaires (K16). Ces séparateurs modulaires devront être de classe B en présence d'un risque important dû à la circulation. Des K5c (balises) pourront exceptionnellement être acceptés en cas d'absence de largeur suffisante (les barrières de sécurité ne sont pas réglementaires)
- la fermeture des extrémités du chantier,
- le pilotage par panneaux K10 notamment lors des sorties de camions.

Un schéma de signalisation sera établi pour chaque phase spécifique : cette signalisation des chantiers doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière. Chaque dossier d'exploitation sera visé par le Maître d'Œuvre avant le démarrage de la phase de chantier concernée. Ils s'imposent aux autres intervenants sur le chantier.

Un **RESPONSABLE DE LA SIGNALISATION**, responsable de l'exploitation et de la signalisation de ce chantier, sera désigné par le titulaire et communiqué au Maître d'œuvre ; il pourra être contacté de jour comme de nuit. Il (ou une autre personne) sera responsable de la signalisation si elle est maintenue pendant la période de fermeture du chantier. Le titulaire sera tenu d'avoir en permanence en réserve deux jeux de piquets K10a, un panneau « sortie de camions » conforme à la législation et un jeu de feux tricolores pour alternat automatique.

##### **Autres protections collectives :**

Dans le cas où l'évolution du chantier, par modification de planning par exemple, impliquerait la modification ou l'ajout d'une nouvelle protection collective, une entreprise sera désignée par le Maître d'œuvre après concertation avec le Coordonnateur SPS et les entreprises concernées afin d'installer et entretenir celle-ci.

<b><u>Règles de responsabilité des protections collectives :</u></b>		<b><u>Installation</u></b>	<b><u>Entretien</u></b>
➤ Mise en œuvre des protections collectives par lot à l'avancement. Chaque entreprise est tenue de mettre en place les protections collectives des ouvrages qu'elle bâtit.		EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective par le lot titulaire de l'installation		EC	EC
➤ Remise en état après constat de carence d'une protection collective due à une autre entreprise que celle installatrice		frais à la charge de l'entreprise défaillante	frais à la charge de l'entreprise défaillante



### 5.1.3.2 Mesures communes à toutes les entreprises

**Les dispositions suivantes sont à respecter par TOUTES les entreprises (titulaires, sous-traitantes ou travailleurs indépendants) :**

**Procéder avec le CSPS à une inspection commune :**

- Pour cela, Il est nécessaire de disposer d'un ordre de service, ou d'une notification du marché.
- Demande de **réalisation d'une inspection commune** par l'entreprise prenant en compte sa date d'intervention et ses délais de réalisation de PPSPS, dans un délai compatible avec l'exercice de la mission du CSPS pour organiser le rdv.
- ou sur convocation du CSPS par l'intermédiaire du Registre Journal de Coordination. Le CSPS reste juge de la date de programmation de l'Inspection Commune.
- Les intervenants restent totalement responsables d'une demande de réalisation anticipée si leur intervention est elle-même anticipée. En cas de manquement à une convocation pour une inspection, l'entreprise devient responsable de tout retard éventuel dû au respect de la procédure d'autorisation d'accès au chantier en matière de sécurité et de prévention de la santé.
- Chaque intervenant, titulaire ou sous-traitant, sera représenté par une personne informée des travaux à réaliser (conducteur de travaux ou chef de chantier) à même de décider des moyens de prévention à mettre en place et à transmettre ces informations aux équipes intervenantes.
- Préalablement à inspection commune, chaque intervenant diffusera au CSPS :
  - un projet de PPSPS décrivant les modes opératoires envisagés avec un planning et les mesures de prévention associées ;
  - la liste des travaux sous-traités ainsi que les coordonnées des sous-traitants

La forme des inspections commune sera décidée par le CSPS : Inspections communes individuelles ou par phase.

**Rédiger et Transmettre son PPSPS ainsi que tout élément demandé par le CSPS lors de l'inspection commune, avant son intervention sur le chantier :**

L'entreprise explicite sa méthodologie d'intervention dans son PPSPS, pour toute prestation incluse dans son marché, en respectant les exigences du PGC et les demandes formulées lors de l'inspection commune.

L'entreprise joindra à son PPSPS toutes les fiches de données de sécurité (FDS) des produits qu'elle prévoit d'utiliser, détaillera les méthodologies, les mesures de protection collectives qu'elle mettra en œuvre, ainsi que les risques exportés vers les autres intervenants et les parades mises en œuvre. Le cas échéant, un avenant complètera le PPSPS pour tout nouveau produit ou modification de produit par rapport au PPSPS initial.

### **Transmettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant éventuel :**

- Organiser l'inspection commune de ses sous-traitants et demander l'agrément au MO pour chacun des sous-traitants.
- Transmettre à son personnel les informations de prévention à respecter, (connaissances du travail exact à effectuer, de la position des cantonnements et leurs équipements, des moyens d'alerte, des numéros de téléphone d'urgence et leur localisation, des procédures spécifiques d'évacuation, des consignes en cas d'accident ou d'incendie). Les intérimaires et fournisseurs sont soumis aux mêmes obligations que tout entrepreneur titulaire d'un marché de travaux agréé par le Maître d'ouvrage. Il est de la responsabilité pleine et entière de l'entreprise de procéder à l'accueil de ses intérimaires ou fournisseurs, par tout moyen approprié (note spécifique, procédure). Ces indications seront reportées dans le PPSPS de l'entreprise titulaire.
- Transmettre, au cours de toute l'opération plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés par le CSPS. En particulier, tous les rapports de contrôle réglementaire à la mise en service seront transmis avec la justification écrite de la levée de toutes les éventuelles remarques.

### **Modalités d'accès aux seules personnes autorisées, en matière de prévention :**

Les personnes autorisées « sécuritairement » à accéder au chantier sont les personnels des entreprises titulaires ou sous-traitantes, qui sont :

- Informées par les entreprises :
  - Des mesures SPS contenues dans le PGC
  - Des mesures SPS recueillies lors de l'inspection commune avec le coordonnateur SPS
  - Des mesures SPS contenues dans le PPSPS de l'entreprise
- Respectueuses de l'ensemble de ces dispositions.

En cas de non-respect constaté des consignes SPS, les personnes en cause ne sont plus autorisées et le coordonnateur SPS peut être amené à prendre les dispositions suivantes :

- Arrêt du poste de travail
- Convocation immédiate de la personne en cause avec l'interlocuteur sécurité de l'entreprise, pour relecture des consignes
- Consignation dans le registre journal des événements et consignes reformulées, avec visa des personnes concernées
- Autorisation de la reprise du poste de travail

En outre, seuls les personnels des entreprises agréées par le maître d'ouvrage seront autorisés à accéder au chantier.

### **Travaux :**

Durant toute l'opération, les entreprises doivent :

- Viser le Registre Journal
- Assurer la présence d'au minimum une personne de l'entreprise maîtrisant la langue française sur le chantier
- Transmettre tous plans, notes techniques, notices ou documents en matière de sécurité, tels que définis dans le présent PGC, ou demandés en cours de chantier par le coordonnateur.
- Participer aux travaux du CISSCT et à ses réunions, et faire participer les représentants des salariés des entreprises

## 5.2 MESURES DE PREVENTION PAR PHASE

### Préambule

Ce chapitre est décomposé par phase de travaux. Pour chacune d'entre elle, en fonction des co-activités, l'analyse de risques se présente de la manière suivante dans les tableaux ci-dessous :

- Risque prévisible en fonction des tâches et éléments techniques connus à ce jour
- Mesures de prévention collectives pour la réalisation des travaux intégrant les risques liés à la co-activité à mettre en place en place par le lot.

Les mesures définies par phase se cumuleront en fonction de l'avancement du chantier, sans oublier les mesures générales définies dans les chapitres précédents.

Les entreprises (titulaires ou sous-traitantes chargées de travaux) devront impérativement expliciter dans leur PPSPS les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans le cadre de leur analyse de risques. Cette méthodologie devra clairement expliciter le type de moyens correspondants nécessaires à la prévention des risques qui ressortent de l'analyse. Cette analyse, propre aux travaux de l'entreprise, devra **au minimum** reprendre les points énumérés ci-dessous.

### 5.2.1 Phase Préparation

**Coactivité :** Activités environnementales ; Terrassement ; Démolition ; Désamiantage

**Tâches :** Installations de chantier ; réseaux provisoires de chantier ; voies de chantier ; démolition

<b>Phase préparation</b>	<b>Installation</b>	<b>Entretien</b>
<b>Risque lié à la circulation</b>		
➤ Mise en place préalable d'une signalisation adaptée (approche, position et fin de prescription).	VRD	VRD
➤ Compte tenu de la circulation importante et des travaux réalisés, mise en place de séparateurs modulaires de voie de type B (protection physique)	VRD	VRD
➤ Dans le cadre de travaux de nuit la signalisation doit être renforcée	VRD	VRD
➤ Port de vêtement haute visibilité par tous les intervenants	TCE	TCE
<b>Risques électriques</b>		
➤ Etablissement des DICT auprès de tous les services concessionnaires	EC	EC
➤ Contrôle des installations électriques de chantier, y compris des bases vie	VRD	VRD
➤ Consultation des plans de récolement, repérage et demande de neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre	EC	EC
➤ Consignation ou neutralisation des réseaux incorporés aux ouvrages à démolir ou à reprendre	EC	EC
➤ Veille à la bonne application des consignes de sécurité pour les travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées (piquetage, mise en place de gabarit, isolement...)	EC	EC
<b>Risques d'incendie</b>		
➤ Identification et balisage des zones pour les produits dangereux, mise en place des moyens de lutte (extincteurs, bac de rétention, débroussaillage périphérique, etc.). Limitation du stockage dans les quantités nécessaires à la consommation journalière.	EC	EC
<b>Risques liés au renversement des installations</b>		
➤ Réalisation des études de sol et de fondations avec ouvrages spécifiques suivant besoins pour les installations des bases vie, pour celles de levage ou de production de béton	VRD	VRD

<b><u>Phase préparation</u></b>	<b><u>Installation</u></b>	<b><u>Entretien</u></b>
<b>Risques de chute</b> ➤ Balisage des fouilles suivant besoins et passerelles de franchissement sécurisées	T VRD	T VRD
<b>Risques liés aux démolitions : heurt, écrasement, chute</b> Mesures générales : ➤ Consultation des plans de récolement, analyse de l'existant afin de déterminer les moyens d'étaisements (nécessite une note de calcul si > 6m) et phasages nécessaires aux travaux de démolition ou de reprise en sous œuvre ➤ Réalisation une étude détaillée afin de déterminer : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le procédé de démolition et les moyens mécaniques à mettre en œuvre,</li> <li>- la séquence des démolitions, notamment afin de ne pas surcharger les planchers existants avec des gravats ou une circulation d'engins,</li> <li>- les étaisements nécessaires le cas échéant,</li> <li>- la stabilité des éléments restants (tenir compte des effets du vent) ou contiguës/mitoyens (y compris sous-sol),</li> <li>- le périmètre de sécurité.</li> </ul> Le mode opératoire de l'entreprise devra être validé avant intervention par un BET STRUCTURE. ➤ Délimiter les emplacements de chute et en interdire physiquement l'accès à toute autre entreprise. ➤ Mise en œuvre de protections collectives provisoires réglementaires pour tout risque de chute à l'avancement des démolitions / du curage. ➤ Mesures conservatoires pour les démolitions <u>sur les ouvrages maintenus</u> : Avant toute démolition, renforcer, s'il y a lieu et en fonction des recommandations du Bureau d'études Structure par tout procédé approprié, les parties désolidarisées restantes. Mettre en place, préalablement les protections collectives appropriées et fournir aux personnels les EPI réglementaires nécessaires pour mise en œuvre de ces protections collectives. ➤ Démolition par explosif : Voir la R346 de la CARSAT	D	D
<b>Risques d'explosion</b> ➤ En cas de retrait d'une cuve : Dégazage et inertage par une entreprise spécialisée	D	D
<b>Risques liés à la présence amiante – Désamiantage sous-section 3</b> ➤ Pas de coactivité simultanée durant le désamiantage ➤ Veiller au respect des procédures du plan de retrait ➤ Balisage et délimitation de la zone de travaux ➤ Réalisation d'une mesure d'empoussièrement à la charge de l'entreprise de désamiantage ➤ Réalisation d'un contrôle visuel (R1334-29-3 du Code de la Santé Publique) et selon la norme NF X 46-021 <b>à la charge du maître d'ouvrage</b> ➤ Réalisation d'une mesure d'empoussièrement <b>à la charge du maître d'ouvrage</b> . Selon les résultats de cette mesure, les autres entreprises sont autorisées à intervenir (Art. R1334-28 du CSP « le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre »). ➤ Rapport de fin de travaux à remettre au coordonnateur SPS (pour intégration au DIUO)	DESAM et MO	DESAM et MO

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Démolition par explosif	Arrêté du 3 Mars 1982 relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale Version consolidé au 26 Avril 2017	Entreprises concernées	MO/MOE/CSPS Toutes les entreprises.	LEGIFRANCE
Risque de noyade	Mettre à disposition, pendant toute la durée du chantier :  1° <b>gilets de sauvetage</b> pour tous les travailleurs exposés;  2° un <b>signal d'alarme</b> ;  3° Le cas échéant, une <b>barque</b> au moins, conduite par des marinières sachant nager et plonger, est placée en permanence auprès des postes de travail les plus dangereux. Cette barque est équipée de gaffes, de cordages et de bouées de sauvetage. Le nombre de barques de sauvetage est en rapport avec le nombre de travailleurs exposés au risque de noyade ;  4° Si des travaux sont réalisés la nuit, des <b>projecteurs orientables</b> sont installés, afin de permettre l'éclairage de la surface de l'eau, et les marinières sont munis de lampes puissantes ;  5° Lorsqu'un chantier fixe occupant plus de vingt travailleurs pendant plus de quinze jours est éloigné de tout poste de secours, un <b>appareil de respiration artificielle</b> ou tout autre dispositif ou moyen d'une efficacité au moins équivalente est placé en permanence sur le chantier.	Lot GC.	Toutes les entreprises	R4534-136
Accident lors de chute de matériaux volontaire  Risque d'effondrement lors des démolitions.	Délimiter les emplacements de chute et en interdire physiquement l'accès à toute autre entreprise.  Réaliser une étude détaillée afin de déterminer :  Le procédé de démolition et les moyens mécaniques à mettre en œuvre.  Le périmètre de sécurité	Lot démolition	Toutes les entreprises.	R345
Risque d'effondrement	Stockage en tête de talus interdit / roulement.	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises.	L4121-2

<b>RISQUE</b>	<b>MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)</b>	<b>ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE</b>	<b>ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE</b>	<b>Référence documentaire.</b>
Risque d'effondrement.	Les soutènements devront prendre en compte la position des engins de levages (grues fixe et mobile) et de la zone de stockage/déchargement, et donc des surcharges éventuelles de ceux-ci.	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'effondrement	Prendre en compte les préconisations du géotechnicien.  Tenir un retrait d'1.30m en pied de talus (pente à respecter) et respecter le retrait en tête préconisé par le rapport géotechnique  Dans le cas contraire, soutènements provisoires à mettre en place et à maintenir jusqu'au remblaiement de la zone concernée.  Faire établir en conception un plan de terrassement avec le retrait en pied et en tête, en respectant les préconisations du rapport géotechnique, à demander également.  Attention à la limite de parcelle / mitoyens.	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises.	Rapport géotechnique.
Risque d'effondrement des mitoyens (blindage/sous-œuvre).	Suivre préconisation du rapport du géotechnicien et interdire l'accès à la zone (Talutage, blindage)	Lot terrassement -Assainissement	Toutes les entreprises.	Rapport géotechnique
Risque de venue d'eau exceptionnelle.	Dans l'élaboration de son programme d'exécution, l'entrepreneur et l'ensemble de ses co-traitants et sous-traitants doivent respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral portant autorisation au titre du code de l'environnement  Prise en compte du PGRE	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises.	Rapport géotechnique.
Risque de pollution.	Demander le rapport de pollution des sols au Maître d'ouvrage en phase préparation.  Respecter les préconisations sur rapport de pollution des sols.  (cf PGRE)	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises.	Rapport de pollution des sols.

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Risque de pollution.	Intervention des entreprises en zones décalées. Baliser/identifier la zone rouge représentée par la zone polluée et le site de traitement des déchets (si besoin) Interdiction de fumer et d'introduire des flammes nues.	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises.	OPPBTP I6 G 01 12
Renversement par des tiers.	Mise en place au début des travaux et entretien jusqu'à la réception de clôtures en périphérie de la zone de chantier.  Contrôle et remise en état hebdomadaire jusqu'à la fin du chantier.  En cas d'intervention à proximité d'une voie, prévoir les protections lourdes type GBA et panneaux de signalisation routière.	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises	L4121-2
Risque de chute.	En cas de <b>verglas, de gelée ou de neige</b> , des mesures sont prises pour <b>prévenir toute glissade sur les passerelles.</b>	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises	R4534-83
Risque sur réseaux actifs (pour toute réhabilitation ou intervention en site occupée).	Avant tous travaux, neutralisation par les lots techniques des réseaux. En cas d'impossibilité (technique ou dû à l'exploitation du site), ceux-ci seront identifiés sur le chantier jusqu'à la réception.  Afin d'éviter le rétablissement inopiné de la tension pendant la durée des travaux, prévoir la condamnation, en position d'ouverture, <b>des appareils de coupure</b> ou de sectionnement correspondants	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises	L4121-2 R4534-128
Risque sanitaire Chaux vive	Lors d'utilisation de chaux vive, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions, pour la protection des salariés manipulant ces produits.  Port E.P.I Spécifique aux travaux (gants, lunettes de protections,...)	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque chimique	Lors d'utilisation de produit chimique, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions, pour la protection des salariés manipulant ces produits.  Port E.P.I Spécifique aux travaux (gants, lunettes de protections,...)	Lot démolition.	Toutes les entreprises	L4121-2



RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Explosion	Cuves : Dégazage par entreprise spécialisée	Lot démolition. E.C	Toutes les entreprises	L4121-2
Risque de chute d'éléments en cours de levage.	Achever la manutention en cours le plus rapidement possible si la dépose immédiate de la charge n'est pas possible et appliquer la procédure prévue pour la mise en sécurité des salariés et des appareils lorsque la vitesse du vent dépasse la vitesse spécifiée dans la notice du constructeur, sans toutefois dépasser 72km/h.	Utilisateur des grues mobiles	Toutes les entreprises.	L4121-2 R406
Risque d'incendie.	Mise en place (et remplacement en cas d'utilisation et de vol + + <b>inspection mensuelle + maintenance annuelle</b> minimum) d'extincteur dans le bureau de chantier pendant toute la phase chantier.	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises.	L4121-2 R406 <b>NF S 61-919</b>
Risque de chute d'éléments lors de la pose d'ouvrages	Interdire l'accès à la zone de pose et assurer la stabilité des ouvrages en phase provisoire.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque de projection - généralité.	Balisage des zones d'intervention.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque levage.	Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.	Toutes les entreprises.	Toutes les entreprises.	L4121-2
<b>Risque plomb.</b>	<b>Diagnostic plomb avant travaux / avant démolition sur tous les matériaux impactés.</b>	<b>Maître d'ouvrage</b>	<b>Toutes les entreprises.</b>	<b>L4121-2</b>
Risque d'exposition au plomb	Identifier sur site les zones contenant du plomb après démolition/curage.	Lot démolition	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risque d'exposition au plomb pendant les travaux.	<b>L'entreprise effectuera, <u>avant le démarrage des travaux</u>, un contrôle initial d'empoussièrément surfacique sur le sol.</b>  Réaliser les travaux en l'absence de coactivité.  <b>Intervention de personnel formé.</b>  Isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination de poussières à l'extérieur, <b>par la mise en place d'un confinement, y compris SAS, notamment pour les travaux de démolition et de préparation des fonds de peinture contenant du plomb.</b>  Interdire l'accès à la zone de travaux sur les ouvrages contenant du plomb.	Toute entreprise devant intervenir sur des ouvrages contenant du plomb.	Toutes les entreprises.	L4121-2 INRS ED 909

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Risque amiante.	Diagnostic amiante avant travaux / avant démolition sur tous les matériaux impactés.	Maître d'ouvrage	Toutes les entreprises.	L4121-2
<b>Amiante dans les enrobés</b> <b>Section de la RN141 impactée par l'amiante</b> <b>Du PR 22 400 au PR 22 600</b>	<p>Mettre en Œuvre les moyens de prévention collective et individuelle permettant d'abaisser les niveaux d'empoussièrtements au plus bas techniquement possible, notamment par des procédés d'humidification.</p> <p>-Planifier la prévention collective et individuelle, notamment le port d'équipement de protection individuelle et la décontamination des travailleurs.</p> <p>Il est rappelé que pour les chantiers de rabotage le personnel doit être formé par des organismes certifiés.</p> <p>L'entreprise réalisant les travaux doit établir un plan de retrait au moins un mois avant le début des travaux. Baliser la zone de travail, mettre en place la signalétique routière et interdire l'accès aux tiers.</p> <p>En zone urbaine, prévoir des clôtures de chantiers constituées de panneaux pleins rigides ou souples, de manière à éloigner le plus possible du chantier les personnes extérieures. (de quelques mètres à quelques dizaines de mètres)</p> <p>Les situations ne permettant pas une telle emprise sur la voie publique devront faire l'objet d'une étude spécifique.(rue barrée ou phasage /zonage des travaux)en tenant compte des cas particuliers (accès aux commerces)</p>	<b>Maitre d'Ouvrage</b> <b>Maitre d'œuvre</b> <b>Lot Assainissement</b> <b>Terrassement-</b>	Toutes les entreprises	AFNOR ou de QUALIBAT DU 1 Juillet 2014
Risque amiante-sous-section 3 Démolition de chaussées par des techniques autres que le rabotage.	<p>Enlèvement des couches de chaussées au moyen d'engins d'extraction tels que pelles hydrauliques, chargeuses pelleuseuses, chargeuse.</p> <p>Il est de la responsabilité de l'entreprise de s'assurer qu'elle est bien en possession des informations nécessaires à son évaluation des risques.</p> <p>Adopter une organisation du travail qui réduit le nombre des salariés exposés aux poussières ainsi que la durée d'exposition.</p>	<b>Maitre d'œuvre</b> <b>Lot Assainissement</b> <b>Terrassement-</b>	Toutes les entreprises	R4412-94

	<p>Aménager le poste de travail pour que les opérateurs soient le plus possible éloignés des sources de poussières</p> <p>Maintenir le poste de conduite propre(ne pas utiliser de soufflettes)</p> <p>Organiser le nettoyage des vêtements de travail et des EPI non jetable</p> <p>Les entreprises réalisant des travaux d'enlèvement de revêtement routier contenant de l'amiante devront être certifiées auprès de l'AFNOR ou de QUALIBAT.à partir du 1 juillet 2014 .A compter de cette date, il appartiendra au donneur d'ordre de s'assurer que l'entreprise réalisant les travaux de rabotage (contractante du marché ou sous-traitante de l'entreprise titulaire du marché) soit certifiée</p> <p>Etablir un plan de retrait</p> <p>Baliser la zone de travail, mettre en place la signalétique routière et interdire l'accès aux tiers.</p> <p>Signaler la zone de travaux « Amiante »</p> <p>L'information des riverains sera par le donneur d'ordre en concertation avec l'entreprise.</p> <p>Organiser la décontamination des opérateurs et des matériels conformément à la réglementation.</p>			
<p>Amiante</p> <p>Gestion des déchets des plaques d'enrobés</p>	<p>Les plaques d'enrobés peuvent être envoyées en installation de stockage de déchets non dangereux si autorisée ou en installation de stockage de déchets dangereux. Les fines provenant de la balayeuse doivent être envoyées en installations de déchets dangereux.</p> <p>Faire une demande d'autorisation d'acceptation des déchets à une installation de stockage de déchets adaptées et autorisée. Sur le chantier, les matériaux de démolition seront conditionnés dans des sacs étanches « dépôt bennes »adaptés aux camions utilisés.. Un bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA)</p> <p>Interdire les travaux d'enlèvement de matériaux contenant de l'amiante au personnel temporaire et aux salariés de moins de 18 ans</p>	<p><b>Maitre d'œuvre</b></p> <p><b>Lot Assainissement</b>      <b>Terrassement-</b></p>		<b>R4412-94</b>

RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Amiante Formation salarié	Avant toute affectation à des travaux en présence d'amiante, les salariés doivent recevoir une formation spécifique aux risques encourus.  Les autres intervenants sur le chantier doivent recevoir une formation sur le port des EPI.	<b>Lot Assainissement</b> <b>Terrassement-</b>	<b>Toutes les entreprises</b>	<b>Durée des travaux</b>
Risque amiante – sous-section 3.	<b>Travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris dans les cas de démolition :</b> intervention d'une entreprise certifiée sous-section 3, avec envoi du plan de démolition, de retrait ou d'encapsulage aux organismes de prévention un mois avant le début des travaux.	Lot désamiantage.	Toutes les entreprises.	Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012
Risque d'exposition à l'amiante (sous-sections 3 et 4)	Réaliser les travaux en l'absence de coactivité.  Interdire l'accès à la zone de désamiantage / travaux.	Lot désamiantage  et toute entreprise devant intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.	Toutes les entreprises.	Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012
Risque d'exposition à l'amiante sous-section 3 <b>pendant les travaux.</b>	Afin de s'assurer de l'absence de dispersion de fibres d'amiante dans l'environnement du chantier et des locaux adjacents, l'entreprise vérifie le respect de la valeur fixée à l'article R. 1334-29-3 du code de la santé publique (inférieur ou égal à cinq fibres par litre) par des <b>mesures d'empoussièrement environnementales</b> (cf. stratégie d'échantillonnage) <b>à transmettre au CSPS à l'avancement des travaux.</b>	Lot désamiantage.	Toutes les entreprises.	Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012
Risque amiante-sous-section 3 Démolition de chaussées par des opérations de rabotage sur chaussée	Il est de la responsabilité de l'entreprise de s'assurer qu'elle est bien en possession des informations nécessaires à son évaluation des risques.  Adopter une organisation du travail qui réduit le nombre des salariés exposés aux poussières ainsi que la durée d'exposition.  Aménager le poste de travail pour que les opérateurs soient le plus possible éloignés des sources de poussières  Maintenir le poste de conduite propre(ne pas utiliser de soufflettes)	<b>Lot Assainissement</b> <b>Terrassement-</b>	MO/MOE/CSPS  Toutes les entreprises	<b>R4412-94</b>

	<p>Organiser le nettoyage des vêtements de travail et des EPI non jetable</p> <p>Réduire le temps de présence à proximité immédiate de la raboteuse.</p> <p>Maintenir le poste de conduite propre (ne pas utiliser de soufflettes)</p> <p>Entretenir les machines de façon à :</p> <p>Maintenir l'intégrité du compartiment de fraisage</p> <p>Maintenir le bon fonctionnement du dispositif d'aspiration lorsqu'il existe</p> <p>Maintenir le bon état des capotages sur les convoyeurs des bandes d de réceptions et de déversement</p> <p>Maintenir le bon fonctionnement des systèmes d'arrosage de la fraise et des bandes transporteuses</p> <p>Les entreprises réalisant des travaux d'enlèvement de revêtement routier contenant de l'amiante devront être certifiées auprès de l'AFNOR ou de QUALIBAT.</p> <p>Etablir un plan de retrait</p> <p>Baliser la zone de travail, mettre en place la signalétique routière et interdire l'accès aux tiers.</p> <p>Signaler la zone de travaux « Amiante »</p> <p>L'information des riverains sera par le donneur d'ordre en concertation avec l'entreprise.</p> <p>Organiser la décontamination des opérateurs et des matériels conformément à la réglementation.</p>			
<p>Amiante</p> <p>Gestion des déchets des opérations de rabotage</p>	<p>Il incombe au donneur d'ordre de faire, avant la réalisation du chantier, une demande d'autorisation d'acceptation des déchets (en précisant leur nature et leur quantité) à une installation de stockage de déchets adaptée et autorisée.</p> <p>Celle-ci devra un certificat d'acceptation préalable pour les déchets.</p> <p>Les entreprises réalisant des travaux d'enlèvement de revêtement routier contenant de l'amiante devront être certifiées auprès de l'AFNOR ou de QUALIBAT. à partir du 1 juillet 2014 .A compter de cette date, il appartiendra au donneur d'ordre de s'assurer que</p>	<p><b>Lot</b></p> <p><b>Assainissement</b></p> <p><b>Terrassement-</b></p>	<p>MO/MOE/CSPS</p> <p>Toutes les entreprises</p>	<p><b>Durée du chantier</b></p>

	<p>l'entreprise réalisant les travaux de rabotage (contractante du marché ou sous-traitante de l'entreprise titulaire du marché) soit certifiée</p> <p>Etablir un plan de retrait</p> <p>Baliser la zone de travail, mettre en place la signalétique routière et interdire l'accès aux tiers.</p> <p>Signaler la zone de travaux « Amiante »</p> <p>L'information des riverains sera par le donneur d'ordre en concertation avec l'entreprise.</p> <p>Organiser la décontamination des opérateurs et des matériels conformément à la réglementation. Le transport des fraisas d'enrobés n'est pas soumis à la déclaration de transport, dès lors que ces déchets sont propres et triés. Pour les fraisas de rabotage, un transport par camion bâché semble possible</p> <p>.Ceux provenant des balayeuses seront conditionnés dans des contenants adaptés à des boues liquides, conçus et étiquetés pour des matériaux amiantés.</p> <p>Un bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA) émis par le donneur d'ordre, accompagne obligatoirement les déchets depuis la zone de production (chantier) jusqu'à l'installation de stockage. Une copie sera retournée au donneur d'ordre par l'éliminateur final après la prise en charge des déchets par le centre de stockage (décret n°2005-635)</p>			
<p>Amiante</p> <p>Mesures d'organisation générales des opérations de rabotage</p>	<p>Réaliser l'évaluation des risques à partir des informations fournies par le donneur (DIAG AMIANTE)</p> <p>Adopter une organisation du travail qui réduit le nombre de salariés exposés aux poussières ainsi que la durée d'exposition.</p> <p>Aménager les postes de travail pour que les opérateurs soient le plus possible éloignés des sources de poussières</p> <p>Réduire le temps de présence à proximité immédiate de la raboteuse.</p> <p>Maintenir le poste de conduite propre(ne pas utiliser de soufflettes)</p>	<p><b>Lot</b></p> <p><b>Assainissement</b></p> <p><b>Terrassement-</b></p>	Toutes les entreprises	<b>Durée du chantier</b>

	<p>Organiser le nettoyage des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle (EPI) non jetable</p> <p>Maintenir l'intégrité du compartiment de fraisage</p> <p>Maintenir le bon fonctionnement du dispositif d'aspiration lorsqu'il existe</p> <p>Maintenir le bon état des capotages sur les convoyeurs ds bandes de réceptions et déversement</p> <p>Maintenir le bon fonctionnement des systèmes d'arrosages de la fraise et des bandes transporteuses</p>			
<p>Amiante</p> <p>Formation salarié</p>	<p>Avant toute affectation à des travaux en présence d'amiante, les salariés doivent recevoir une formation spécifique aux risques encourus. Le contenu de cette formation fixé par la réglementation est différent pour les opérateurs et pour l'encadrement.</p> <p>Les autres intervenants sur le chantier doivent recevoir une formation sur le port des EPI et sur les risques chimiques mais n'ont pas de formation spécifique amiante à recevoir</p> <p>Les autres intervenants sur le chantier doivent recevoir une formation sur le port des EPI.</p> <p>Interdire les travaux d'enlèvement de matériaux contenant de l'amiante au personnel temporaire et aux salariés de moins de 18 ans</p>	<p><b>Lot Assainissement</b></p> <p><b>Terrassement-</b></p>	<b>Toutes les entreprises</b>	<b>Durée des travaux</b>
<p>Hydrocarbure aromatiques polycycliques (HAP) en teneur élevée.</p>	<p>Les HAP peuvent provenir de la présence de goudron dans le liant ou de dérivé houillers présents dans certains liants d'enduisage ou de couche d'accrochage. Leur présence à une teneur élevée limite leur réutilisation en recyclage .Les goudrons ne sont plus utilisés depuis 1993 et les dérivés houillers depuis 2005.La connaissance de la teneur en HAP est nécessaire pour savoir si l'enrobé en place peut être recyclé dans un enrobé à chaud ou à froid.</p> <p>Elle est donc nécessaire s'il est envisagé une réutilisation ultérieure.</p>	<p><b>Lot Assainissement</b></p> <p><b>Terrassement-</b></p>	Toutes les entreprises	<b>Durée des travaux</b>



RISQUE	MESURE DE PREVENTION (quoi – quand – où)	ENTREPRISE METTANT EN ŒUVRE LA MESURE	ENTREPRISE BENEFICIAIRE DE LA MESURE	Référence documentaire.
Interférence avec d'autres chantiers (en cours ou en prévision).	Concertation à l'initiative du maître d'ouvrage des CSPS, maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrages des opérations concernées.  Chantier SNCF  Chantier TERREAL	Maître d'ouvrage.  Maître d'œuvre  C SPS	Toutes les entreprises.	Article L4531-3
Risque d'intervention en site occupée ou en exploitation.	Inspection commune avec le Responsable travaux. (Travaux SNCF,...)	C SPS/MOE  SNCF	Toutes les entreprises.	R4532-14.
Interférence avec activités mitoyennes TERREAL	Inspection commune avec Le chef d'établissement ou son responsable  Des travaux de terrassement seront réalisés en interférence avec l'entreprise TERREAL (plateforme SNCF)  Un plan de prévention sera établi par TERREAL, les entreprises en prendront connaissance et devront prendre toutes les mesures associées à ce plan de prévention. (Il sera joint au DCE)  Les voies de circulations des engins seront identiques pour les entreprises.  La vitesse recommandée est de 20km/h.  Interdiction de tourner à Gauche sortie RN 141.	C SPS/MOE  TERREAL	Toutes les entreprises.	L4121-2
Risques environnementaux	Installation Classée Protection de l'Environnement (ICPE)  Voir contraintes liées à l'environnement (PGRE)  Contraintes liées au cadre réglementaire de la loi sur l'eau  Dans l'élaboration de son programme d'exécution, l'entrepreneur et l'ensemble de ses cotraitants et sous-traitants doivent respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral portant autorisation au titre du code de l'environnement.  L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires à la sauvegarde de l'environnement, notamment la protection des eaux souterraines et superficielles.	Lot Terrassement Assainissement GC	Toutes les entreprises	Durée du chantier

	Prendre toutes les précautions nécessaires afin d'éviter tout déversement de polluant (huile, hydrocarbure, coulis de ciment,...) <b>les entretiens ou réparations de véhicules, d'engins, sont interdits sur le site.</b>			
Risques environnementaux La protection des espèces protégées	Pour garantir la circulation et la protection des espèces protégées notamment pour assurer la libre circulation des espèces et le respect des clôtures petite faune pendant les travaux	Lot Terrassement Assainissement GC	Toutes les entreprises	Durée du chantier
Risques environnementaux	Etablir un schéma d'intervention d'urgence en cas de pollution accidentelle  L'entrepreneur prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages et les nuisances occasionnées à l'environnement, aux riverains, aux cultures et aux animaux	Lot Terrassement Assainissement GC	Toutes les entreprises	Durée du chantier
Risque réseaux	DT ( <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr">www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr</a> ) à réaliser par le MO en phase préparation + fournir plan de <b>recollement</b> , puis <b>DICT</b> par chaque entreprise avant tout terrassement (modèle CERFA n°14434*01)  Aucuns travaux autorisés avant d'avoir reçu une réponse écrite de chaque service questionné.  En cas de découverte d'un réseau non repéré, l'entreprise préviendra immédiatement la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS, et prendra toute mesure conservatoire appropriée, délimitera éventuellement en fonction de la nature du réseau un périmètre de sécurité pour les travailleurs.  Vérifier la présence de réseaux aériens sur la voie (problème d'approvisionnement, etc.).	Lot terrassement –Assainissement GC	Toutes les entreprises.	Décret n° 2011-1241 <b>R4534-22</b>
Risque sur réseaux actifs.	<b>Les travaux</b> ne peuvent s'accomplir <b>qu'après la mise hors tension</b> de l'installation électrique, <b>à moins que l'exploitant ait fait connaître par écrit</b> qu'il ne peut, pour une <b>raison</b> qu'il juge <b>impérieuse</b> , procéder à la mise hors tension.  <b>En cas de désaccord</b> , soit sur la <b>possibilité de mettre l'installation hors tension</b> , soit, dans le cas où la mise hors tension est reconnue impossible, sur les mesures à prendre pour assurer la protection des travailleurs, <b>les contestations sont portées par le maître d'ouvrage / l'employeur devant l'inspecteur du travail</b> , qui tranche	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	R4534-111

	le litige, en accord, s'il y a lieu, avec le service chargé du contrôle de la distribution d'énergie électrique en cause.			R4534-124
Risque sur réseaux actifs.	<p>Rappel des <b>distances minimales de sécurité</b> :</p> <p>1° <b>Trois mètres</b> pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est <b>inférieure à 50 000 volts</b>;</p> <p>2° <b>Cinq mètres</b> pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions, en valeur efficace pour le courant alternatif, existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est <b>égale ou supérieure à 50 000 volts</b>.</p>	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	Article R4534-108
Risque sur réseaux actifs.	<p>Si la ligne ou l'installation électrique est du domaine basse tension A (<b>BTA</b>), cette mise hors d'atteinte est réalisée :</p> <p>1° Soit en mettant en place des <b>obstacles efficaces solidement fixés</b> ;</p> <p>2° Soit en isolant <b>par recouvrement les conducteurs ou autres pièces nus sous tension</b>, ainsi que le neutre.</p>	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	R4534-119
Risque sur réseaux actifs.	Lorsque la ligne ou l'installation électrique est des domaines basse tension B ( <b>BTB</b> ), haute tension A ( <b>HTA</b> ) et haute tension B ( <b>HTB</b> ), la mise hors d'atteinte de cette ligne ou de cette installation est réalisée en mettant en place des <b>obstacles efficaces solidement fixés devant les conducteurs ou pièces nus sous tension</b> , ainsi que devant le neutre. <b>Si cette mesure ne peut être envisagée, la zone de travail est délimitée matériellement, dans tous les plans possibles, par une signalisation très visible, telle que pancartes, barrières, rubans.</b> En outre, l'entreprise désigne une <b>personne compétente ayant pour unique fonction de s'assurer que les travailleurs ne franchissent pas la limite de la zone de travail et de les alerter dans le cas contraire.</b>	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	R4534-121
Risque sur réseaux actifs.	L'employeur qui envisage de réaliser des <b>travaux de terrassement-assainissement</b> , des fouilles, des forages ou des enfoncements s'informe, auprès du service de voirie compétent en cas de travaux sur le domaine public, auprès du propriétaire en cas de travaux sur le domaine privé et, dans tous les cas, auprès du représentant local de la distribution d'énergie électrique, <b>s'il existe des canalisations électriques souterraines, qu'elles soient ou non enterrées, à l'intérieur du périmètre des</b>	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	Article R4534-110

	<b>travaux projetés ou à moins de 1,50 mètre à l'extérieur de ce périmètre.</b>			
Risque sur réseaux actifs.	Lorsque des travaux de <b>terrassement-assainissement</b> , des fouilles, des forages ou des enfoncements sont à réaliser au voisinage de canalisations électriques souterraines de quelque classe que ce soit, le <b>parcours des canalisations et l'emplacement des installations sont balisés de façon très visible</b> à l'aide de pancartes, banderoles, fanions, peintures ou tous autres dispositifs ou moyens équivalents. Ce balisage est réalisé avant le début des travaux et maintenu pendant toute leur durée. En outre, l'entreprise désigne une personne compétente pour surveiller les travailleurs et les alerter dès qu'ils s'approchent ou approchent leurs outils à moins de 1,50 mètre des canalisations et installations électriques souterraines.	Toute entreprise devant réaliser des travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques.	Toutes les entreprises	R4534-122
Risque sur réseaux actifs GAZ	Lorsque des travaux de terrassement, des fouilles, des forages ou des enfoncements sont à réaliser au voisinage de canalisation GAZ souterraines, le parcours des canalisations et l'emplacement des installations sont balisés.  Contraintes due aux réseaux GAZ enterrés sur <b>l'emprise du projet. Interdiction absolue de circulation le long de la DN 600 (GAZ) tant que la dalle d'isolement ne sera pas réalisée.</b>	Toutes les entreprises devant réaliser des travaux au voisinage de canalisation de Gaz.	Toutes les entreprises	Durée des travaux
Risque de heurt du personnel de chantier par l'activité du site en exploitation.	Balisage des accès et de la zone en travaux jusqu'à la réception.  Séparation des flux intervenants chantier / utilisateurs.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises	L4121-2
Risque sanitaire	Lors d'utilisation de peinture, résine ou produit chimique, transmettre la FDS au CSPS avant intervention et assurer une ventilation efficace (naturelle ou rapportée) de la zone de travaux.  Intervention sans co activité.	Lot concerné	Toutes les entreprises	L4121-2

## 5.2.2 Phase Terrassement – Décapage de chaussée

**Co activité** : Terrassement ; Fondations spéciales ; Parois berlinoises

**Tâches spécifiques** : débroussaillage, abattage d'arbres, essouchement ; terrassement ; réseaux ; parois berlinoises ; fondations spéciales par pieux

<b>Phase Terrassement – Décapage de chaussée</b>	<b>Installation</b>	<b>Entretien</b>
<b>Risques de chute</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Balisage en retrait des fouilles ouvertes</li> <li>➤ Passerelles de franchissement sécurisées des fouilles ouvertes</li> <li>➤ Mise en place de garde-corps (avec plinthes) au droit de toutes les tranchées situées près des circulations et en tête de talus</li> <li>➤ Protection par garde-corps sur les fers de parois berlinoises après battage et avant terrassement</li> </ul>	EC EC T et GC GC	EC EC T et GC GC
<b>Risques d'enfouissement ou d'instabilité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Blindage des fouilles présentant un risque d'effondrement / ensevelissement, et tranchées de plus de 1,30 mètre de profondeur avec largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur. Mise en place d'une échelle d'accès, suivant besoins</li> <li>➤ Enrochement suivant besoins, terrassement pleine masse par paliers</li> <li>➤ Mise en déblais évitant tout glissement</li> <li>➤ Mise en œuvre de cavaliers ou mise en déblais évitant tout glissement de bois ou de roche</li> <li>➤ Vérification de la stabilité et de la bonne mise en œuvre des bois ou éléments préfabriqués pour les parois de soutènement provisoires (prise en compte des éventuels engins de levage)</li> </ul>	EC T EC T GC	EC T EC T GC
<b>Risques liés à l'évolution des engins</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Matériel conforme et contrôlé, notamment avec signal sonore de recul en parfait état de fonctionnement</li> <li>➤ Guidage par homme trafic suivant besoins et délimitation des zones d'évolution des engins</li> <li>➤ Veille à la bonne application des consignes de sécurité pour les travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées</li> <li>➤ Interdiction de circuler avec les engins à proximité des tranchées réalisées ou tête de talus</li> </ul>	EC EC EC EC	EC EC EC EC
<b>Risques de blessures</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Protection des aciers verticaux et latéraux en attente</li> </ul>	EC	EC
<b>Risques de déstabilisation et prévention d'accessibilité</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Tenir un retrait d'1,30m en pied de talus (pente à respecter) au droit des murs de soutènement, et respecter le retrait en tête préconisé par le rapport géotechnique.</li> <li>➤ Vérification auprès de bureau d'étude de la prise en charge dans les calculs des charges roulantes ou de stockages à proximité des talus de terrassement pendant la phase provisoire de chantier</li> </ul>	T T	T T
<b>Risques d'écrasement et de chute de matériels</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Délimitation des zones de travaux avec emprises nécessaires permettant la prise en compte pour les chutes éventuelles des éléments en surplomb, et information d'approche</li> </ul>	EC	EC

<b><u>Phase Terrassement – Décapage de chaussée</u></b>	<b><u>Installation</u></b>	<b><u>Entretien</u></b>
➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel	EC	EC
➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation	EC	EC
➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol	EC	EC
➤ Ne pas stocker de matériels en tête de tranchée. Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation	EC	EC
<b><i>Risques d'incendie</i></b>		
➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux.	EC	EC
<b><i>Risques de brûlures</i></b>		
➤ Mise en place d'écrans dans le cas de proximité avec d'autres corps d'états	EC	EC

## 5.2.3 Phase travaux sur un ouvrage d'art (pont, tunnel, barrage...)

Co activité : Génie civil, VRD, Terrassement

<b>Phase travaux sur un ouvrage d'art</b>	<b>Installation</b>	<b>Entretien</b>
<b>Risques de chute</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Protection de tous les risques de chute en rive (tablier, fossés...) par mise en place de garde-corps provisoires</li> <li>➤ Pose des garde-corps définitifs, ou à défaut provisoires, sur les éléments préfabriqués avant montage (prédalle</li> <li>➤ Utilisation des retours latéraux de banches et des échelles d'accès</li> <li>➤ Scier les anneaux de levage des éléments préfabriqués posés (escaliers, dalle...) pouvant causer des chutes de plain-pied</li> <li>➤ Mise en œuvre d'échafaudages vérifiés ou utilisation de PEMP pour les interventions en hauteur (piles)</li> <li>➤ Trémies et réservations <ul style="list-style-type: none"> <li>• Protection fixée des réservations de dalle</li> <li>• Mise en place de plaque fixée, boîte de protection tronconique, ou maintien du treillis soudé.</li> <li>• Protections par garde-corps des trémies d'escalier/ascenseur.</li> </ul> </li> </ul>	GC GC GC GC EC  GC GC GC	GC GC GC GC EC  GC GC GC
<b>Risques de blessures</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Protection des aciers verticaux et latéraux en attente (dont ceux pour maintenir les gaines en dalle)</li> <li>➤ Balisage du rayon raclant de la centrale à béton</li> </ul>	GC GC	GC GC
<b>Risques liés à l'évolution des engins</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Matériel conforme et contrôlé, notamment avec signal sonore de recul en parfait état de fonctionnement</li> <li>➤ Guidage par homme trafic suivant besoins et délimitation des zones d'évolution des engins</li> <li>➤ Veille à la bonne application des consignes de sécurité pour les travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées</li> </ul>	EC EC EC	EC EC EC
<b>Risque d'écrasement / heurt</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Lors des phases de grutage éléments préfabriqués : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La zone de levage doit être consignée, aucune activité humaine ne doit être présente sous la charge</li> <li>• Utilisation d'engins adaptés, contrôlés et stables pour les levages</li> </ul> </li> <li>➤ Lors de la réalisation des voiles banchés, respecter les consignes de la recommandation R399 « prévention du risque de renversement des banches sous l'effet du vent »</li> <li>➤ Mise en attente des banches de manière à éviter tout renversement de celles-ci</li> <li>➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel</li> <li>➤ Stockage des matériaux de façon à éviter tous risques de chute ou de déstabilisation</li> </ul>	EC  GC GC EC EC	EC  GC GC EC EC
<b>Risques de chute d'objets</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.</li> </ul>	EC	EC

<b><u>Phase travaux sur un ouvrage d'art</u></b>	<b><u>Installation</u></b>	<b><u>Entretien</u></b>
<b><i>Risques d'incendie</i></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux.</li> <li>➤ Les éléments inflammables sont à éloigner ou à protéger.</li> </ul>	EC	EC

## 5.2.4 **Phase Bordures – Enrobés - Aménagements**

**Co activité :** Enrobés ; Bordures ; Signalisation

<b><u>Phase Bordures – Enrobés - Aménagements</u></b>	<b><u>Installation</u></b>	<b><u>Entretien</u></b>
<b><i>Risques de chute</i></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Utilisation de PEMP et moyens de levage adaptés pour la mise en place des candélabres.</li> <li>➤ Balisage des zones en travaux en hauteur afin d'éviter les coactivités verticales par le passage de personnel</li> </ul>	EC EC	EC EC
<b><i>Risques liés à l'évolution des engins</i></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Matériel conforme et contrôlé, notamment avec signal sonore de recul en parfait état de fonctionnement</li> <li>➤ Guidage par homme trafic suivant besoins et délimitation des zones d'évolution des engins</li> <li>➤ Veille à la bonne application des consignes de sécurité pour les travaux à proximité des lignes électriques aériennes ou enterrées</li> </ul>	EC EC EC	EC EC EC
<b><i>Risques de collision, écrasements</i></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Programmation en accord avec l'OPC des arrêts de circulation sur les voies provisoires pour les travaux définitifs, et mise en place des d'accès provisoires nécessaires à la continuité du chantier</li> </ul>	ENR	ENR
<b><i>Risques de chute d'objets</i></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Balisage de la zone de levage et homme-traffic au sol.</li> </ul>	EC	EC
<b><i>Risques d'incendie</i></b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Extincteur adapté conservé à proximité des travaux par points chauds et surveillance pendant 2 heures après la fin de ces travaux.</li> <li>➤ Les éléments inflammables sont à éloigner ou à protéger.</li> </ul>	EC	EC



## 5.3 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 5.3.1 Règlement de collège interentreprises de sécurité de santé et des conditions de travail (CISSCT)

#### 1. Constitution et durée

Le CISSCT est constitué conformément aux articles L.4521-10 et R.4532-77 du Code du Travail, entre toutes les entreprises participantes à l'exécution des travaux aussi bien en tant que titulaire d'un marché qu'en qualité de sous-traitant d'une autre société.

Il cessera ses activités sur sa décision, en accord avec le Directeur Départemental du Travail, et au plus tard à la réception des travaux par le Maître de l'Ouvrage.

#### 2. Les missions du CISSCT

Elles sont définies par l'article L.4532-13 du Code du Travail, et comprennent :

- Enregistrer les mises à jour du plan général de coordination en fonction de l'avancement des travaux et de l'harmonisation des PPSPS.
- Contribuer à la coordination des mesures prises ou à prendre pour assurer le respect des règles de sécurité et santé, eu égard à l'ordonnancement prévisible des tâches.
- Vérifier qu'il est effectivement donné suite aux mesures retenues par les membres du collège.
- Examiner les suggestions, ayant un lien avec la coordination générale en matière de sécurité et de protection de la santé, émises par le CISSCT.
- Examiner les éventuels accidents du travail survenus sur le chantier de façon à procéder à leurs analyses et à mettre en place les mesures correctives.

#### 3. Responsabilités

L'intervention du Collège ne saurait modifier :

- La nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux entreprises en application des autres dispositions du Code du Travail.
- Les obligations imposées aux entreprises par les contrats les liant au Maître de l'Ouvrage.
- Les attributions et les fonctionnements des autres institutions compétentes de sécurité, de santé et des conditions de travail.

#### 4. Composition

Le collège comprendra :

- Des membres ayant une voix délibérative :
  - ✓ Le coordonnateur SPS en phase de réalisation qui en est le président, représentant le Maître d'ouvrage.
  - ✓ Le Maître d'œuvre intervenant sur le chantier ou son représentant.
  - ✓ Le chef de chacune des entreprises y compris les sous-traitants, intervenant sur le chantier ou son représentant habilité et les travailleurs indépendants.
- Des membres ayant une voix consultative :
  - ✓ Un représentant salarié de chacune des entreprises, intervenant sur le chantier, effectivement employé sur le chantier, désigné par le CHSCT, ou à défaut par le délégué du personnel ou désigné par les membres de l'équipe appelés à intervenir sur le chantier.
- Peuvent également participer avec voix consultatives :
  - ✓ Le représentant de l'Inspection du Travail (DIRRECTE).
  - ✓ Le représentant de l'OPPBTP.
  - ✓ Le représentant de la CARSAT, service prévention.
  - ✓ Les médecins du travail des entreprises intervenant sur le chantier.

Le collège peut décider d'entendre toute personne particulièrement compétente sur un sujet déterminé.

## 5. Attributions du président

Le président :

- Convoque les membres du collège et les participants aux réunions ordinaires et extraordinaires, plénières ou restreintes.
- Arrête l'ordre du jour des réunions.
- Porte à l'ordre du jour les questions des membres du collège relevant de la compétence du CISSCT.
- Préside les réunions, avec voix prépondérante, ainsi qu'il est dit à l'article f. ci-après.
- Rédige les procès-verbaux des réunions, après leur adoption par le Collège et les conserve pendant 5 ans.
- Signe les procès-verbaux des réunions, après leur adoption par le Collège et les conserve pendant 5 ans.
- S'assure de l'application des mesures prises par le collège.

## 6. Adoption des décisions

Les décisions du collège sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibératives. En cas de partage égal des voix, celle du président emporte la décision.

## 7. Convocations aux réunions

Les convocations écrites sont adressées, au plus tard, 15 jours avant la réunion à tous les membres du collège et aux participants, sauf urgence. L'ordre du jour, arrêté par le président est annexé à la convocation.

## 8. Constitution du CISSCT

Le Maître d'ouvrage constitue le collège 21 (vingt et un) jours avant le début des travaux (article R.4532-77 du Code du Travail).

## 9. Première réunion

L'ordre du jour de cette réunion comprend obligatoirement :

- L'adoption du règlement du collège.
- La présentation de ou des agents de sécurité s'ils sont requis.
- L'examen des premières mesures de coordination du chantier en matière de sécurité et de protection de la santé.
- La présentation de la procédure de mise à jour du PGC et la mise en route de l'harmonisation des PPSPS des entreprises et de leurs sous-traitants ainsi que la fixation des dates ultérieures auxquelles le collège examinera comment il a été procédé à cette harmonisation.
- La fixation des dates auxquelles les entreprises devront avoir envoyé leur PPSPS au président avec le nombre d'exemplaire nécessaire et les entreprises destinataires.

## 10. Réunions plénières

### **Première réunion suivant l'ouverture du chantier :**

Le président convoque les membres du collège et les participants à la réunion qui doit avoir lieu dès que deux entreprises sont présentes sur le chantier.

Les entreprises doivent désigner leurs représentants salariés pour participer à cette réunion. Les entreprises qui ne sont pas tenues de participer au CISSCT doivent au plus tard au cours de cette réunion, aviser le président du collège qu'elles n'y seront pas représentées. Le président leur donne acte de cet avis.

### **Périodicité des réunions :**

Sans préjudice des dispositions des articles 5.4.8, 5.4.9, 5.4.10 et 5.4 10 1. Ci-dessus, la date de chaque réunion sera fixée lors de la réunion précédente selon une périodicité maximale de 3 mois. Chaque réunion est précédée d'une inspection de chantier.

Le président peut, provoquer la réunion du collège en dehors des dates initialement prévues :

- A la demande de la majorité de représentants ayant voix délibératives.
- A la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés.

- A la suite de tout accident ayant eu lieu ou ayant pu entraîner des conséquences graves.
- Dans le cas de règlement des difficultés prévues à l'article I. 1er alinéa.

### **Objet :**

Les réunions plénières sont consacrées, en principe, à l'examen des seules questions qui concernent l'ensemble des entreprises. Outre les points prévus aux articles h et i ci-dessus, elles comprennent notamment :

- L'approbation du procès-verbal de la réunion précédente ;
- L'examen des suites données aux observations et décisions formulées lors de la précédente réunion ;
- La lecture et l'examen du rapport, éventuellement réalisés par le Président, relatif à la période qui s'est écoulée depuis la dernière réunion ;
- L'examen des suggestions et observations formulées par le CISSCT ;
- L'examen des statistiques des accidents survenus sur le chantier, l'étude des accidents et notamment de ceux dont l'une des causes pourrait avoir son origine dans les mesures retenues par le collège en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Toute question relevant de la compétence du comité et soumise par écrit au président par un membre dans les 8 jours suivant la réception de la convocation.

Les délibérations du Collège sont consignées dans les procès-verbaux établis par le Président et transmis par lui, à tous les membres du collège, aux participants, avec les convocations à la réunion suivante.

### **Information de tout accident du travail :**

Chaque entreprise est tenue d'adresser au président du Collège, dans les 48 heures, une copie de toute déclaration d'accident du travail avec arrêt.

En outre, dans un esprit de prévention des accidents, chaque entreprise est tenue d'adresser au secrétariat du collège, dans les 48 heures, une note relative à tout accident ou tout incident qui a effectivement, ou qui aurait pu avoir, une conséquence grave sur l'un quelconque des personnels du chantier, ces notes comprendront les informations suivantes :

- La description détaillée des circonstances de l'accident ou de l'incident, et plus particulièrement le procédé opératoire normal et occasionnel des tâches qui sont à l'origine du fait observé.
- Le nom de l'entreprise, la qualification et la fonction (normale ou occasionnelle) et la situation vis-à-vis de la médecine du travail des intéressés.
- Tout fait de nature à comprendre les faits observés et à en prévenir le renouvellement.

Ces documents seront consignés dans le registre journal tenu par le Président du Collège. Ils seront examinés en réunion plénière. Ils pourront être utilisés pour harmoniser les PPSPS, étudier la modification éventuelle des postes de travail et établir les statistiques d'accidents.

## **11. Applications des décisions**

Les décisions du collège sont exécutoires après acceptation du Maître d'ouvrage et, sauf spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises présentes sur le chantier ainsi qu'aux entreprises qui y arriveront ultérieurement.

## **12. Litiges**

Tout différend entre entreprises fera l'objet d'une tentative de conciliation par le Collège en réunion plénière. Il en ira de même de tout différend né entre des entreprises membres du collège à propos des mesures décidées par le Collège.

Tout différend entre le Coordonnateur SPS et une entreprise au sujet de l'application du présent règlement sera soumis à la personne responsable du marché.

### **1. Pénalité pour absence aux réunions de CSSCT**

Une pénalité de X €uros sera appliquée à l'entreprise en cas d'absence non motivée d'un de ses membres convoqués à une réunion du Collège.

En cas de récidive la pénalité sera doublée.

Ces pénalités seront retenues par le Maître d'Ouvrage sur les situations de l'entreprise défaillante.

Ces sommes serviront à financer une mesure d'intérêt collectif prise par le Collège.

### 5.3.2 Affichage « En cas d'accident »

**OPPBTP**  
La prévention BTP

# En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

## Téléphonez au :

**18**  
Pompiers

**112**  
Centre d'appels secours

**15**  
Samu

### et dites...

**1 Ici chantier** **NOM DU CHANTIER**

À (commune ou arrondissement) **VILLE**

N° ... **NUMERO** ... Rue **NOM DE LA RUE**

En face de .....

Téléphone

**2 Précisez la nature de l'accident**

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

**3 Signalez le nombre de blessés et leur état**

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

**4 Décrivez l'intervention du secouriste**

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...


**5 Fixez un point de rendez-vous**

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

**6 Faites répéter le message**

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



### 5.3.5 Livraison de matériaux et éléments de construction sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (R476)

Pour la présente opération, le Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité (D.H.O.L.), dont la trame est présente ci-dessous, doit être mis en œuvre par les entreprises sur le chantier.

#### Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité

<b>CSPS</b>	Nom		Tél.	
<b>Mise à jour</b>	Date de modification		Éléments modifiés	

Partie à remplir par le CSPS			
Adresse chantier		Moyens mutualisés de levage et manutention (cf. PGCSPS)	
Contraintes horaires de livraisons			
Autres renseignements utiles (contraintes administratives,...)		Quai de déchargement	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Partie à renseigner par le client (entreprise du BTP)			
Nom de l'entreprise		Adresse siège	
Nom du réceptionnaire		Coordonnées du réceptionnaire	
Plages horaires de livraisons			
Présence chef de manœuvre	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Distance et hauteur maxi de la zone de déchargement au camion	<input type="checkbox"/> d(m) <input type="checkbox"/> h(m)	Charge utile de la recette à matériaux (le cas échéant)	<input type="checkbox"/>
Appareil de levage utilisé pour l'opération	<input type="checkbox"/> grue de chargement	<input type="checkbox"/> appareil propre au chantier	Type
		<input type="checkbox"/> appareil à la charge du fournisseur	
Autres renseignements utiles			